RAPPORT ANNUEL 2016

Assemblée Générale du 23 juin 2017

SOMMAIRE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Rapport de Gestion du Directoire ..... page 5
- Activité du Groupe
- Résultats, situation financière et affectation
- Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs
- Filiales et participations
- Administration et contrôle de la société
- Eléments susceptibles dôavoir une incidence en cas d
- Renseignements relatifs aux mandataires sociaux
- Risques et incertitudes
- Opérations effectuées sur actions propres
- Glossaire ..... page 39
- Tableau des résultats des cinq derniers exercices ..... page 40
- Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité ..... page 41
- Tableau des filiales et participations ..... page 42

Etats financiers consolidés ..... page 43
- Bilan consolidé
- Compte de résultat consolidé
- Tableau des flux de trésorerie consolidés
- Tableau de variation des capitaux propres consolidés
- Notes annexes
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Etats financiers sociaux ..... page 85
- Bilan
- Compte de résultat
- Notes annexes
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Honoraires des Commissaires aux Comptes ..... page 120

Attestation du responsable du rapport financier ..... page 121

INFORMATION RELATIVE A LôASSEMBLEE GENERALE DU 23 JUIN 2017

Rapport du Conseil de surveillance ..... page 124

Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le contrôle interne ..... page 125

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le Rapport du Président du Conseil de surveillance ..... page 139

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés ..... page 141

Rapport additionnel du Directoire relatif aux résolutions soumises à lôAssemblée générale ..... page 145

Rapport des Commissaires aux Comptes sur la réduction du capital (21ème résolution) ..... page 153

Rapport des Commissaires aux Comptes sur lôautorisation dôattribuer des actions existantes ou à émettre (23ème résolution) ..... page 155

Rapport des Commissaires aux Comptes sur lôautorisation dôachat dôactions (24ème résolution) ..... page 157

Rapport des Commissaires aux Comptes sur lômission dôactions mobilières de la société aux adhérents dôun plan dô®pargne (25ème résolution) ..... page 159

Projet de résolutions ï Assemblée Générale du 23 juin 2017 ..... page 161

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

RIBER S.A
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 3.400.483,84ú
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

_____

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 23 JUIN 2017

_____

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires pour vous rendre compte des résultats de notre gestion de la société Riber (« **Riber** » ou la « **Société** ») et du Groupe (tel que défini au point 1.3 du présent rapport) au cours de lôexercice social clos le 31 d approbation les comptes de cet exercice.

Lors de lôAssemb légale, vous aurez entendu la lecture des rapports des commissaires aux comptes, du rapport du Conseil de surveillance contenant ses observations sur le rapport du Directoir du rapport du Président du Conseil de surveillance et du rapport du Conseil de surveillance sur les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux dirigeants mandataires sociaux.

* * *

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

1	ACTIVITE DU GROUPE	8
1.1	Activité et métiers	8
1.2	Historique du Groupe	8
1.3	Organigramme du Groupe	9
1.4	Lignes de produit	9
Le marché des machines EJM de recherche		9
Le marché des machines EJM de production		9
Marchés de diversification de l'EJM		10
1.5	Stratégie	12
1.6	Situation et évolution de l'activité de la Société et du	12
1.7	Carnet de commandes	13
1.8	Activités en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe	13
1.9	Effectifs du Groupe	13
1.10	Informations en matière sociale de la Société Riber SA	14
1.10.1	Etat des effectifs	14
1.10.2	Organisation du temps de travail - Absentéisme	14
1.10.3	Rémunérations et politique salariale	14
1.10.4	Relations professionnelles et bilan des accords collectifs	15
1.10.5	Conditions d'hygiène et de sécurité	15
1.10.6	Formation	15
1.10.7	Travailleurs handicapés	16
1.10.8	Importance de la sous-traitance	16
1.11	Informations en matière environnementale de la Société et du Groupe	16
1.12	Informations sur l'impact territorial des activités	17
1.13	Information publiée en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale	17
1.14	Evénements importants intervenus au cours de l'exercice p	17
1.15	Faits exceptionnels et litiges significatifs	17
1.16	Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exe	18
2	RESULTATS – SITUATION FINANCIERE – AFFECTATION	19
2.1	Examen des comptes consolidés et résultats du Groupe	19
2.2	Situation financière consolidée	19
2.3	Examen des comptes sociaux et résultats de la Société	19
2.4	Proposition d'affectation du résultat de la Soc	20
2.5	Constatation des distributions de dividendes au titre des trois derniers exercices	20
2.6	Proposition d'approbation des comptes consolidés	20
2.7	Tableau des résultats des cinq derniers exercices	20
2.8	Tableau des délégations en cours et de leur utilisation	20
2.9	Dépenses non déductibles fiscalement	20
3	INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS DE LA SOCIETE	21
4	FILIALES ET PARTICIPATIONS	21
4.1	Prises de participation significatives dans des sociétés ayant leur siège en France ou prise de contrôle de telles sociétés	21
4.2	Création de filiale	21
4.3	Recapitalisation de filiale	21
4.4	Avis donné à une autre société L.233-7, alinéa 1 du Code de Commerce	21
4.5	Aliénation d'actions intervenues à l'effet de régulariser	21
4.6	Actions d'autocontrôle détenues par des sociétés directem	21
5	ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE	21
5.1	Administration	21
5.1.1	Règles de nomination ou de renouvellement des mandataires sociaux	21
5.1.2	Modifications intervenues au sein des organes d'administr	22
5.1.3	Comités spécialisés	24
5.1.4	Jetons de présence	24
5.2	Commissariat aux Comptes	25
5.3	Actionnariat	25
5.4	Renseignements relatifs à la participation des salariés	27
5.4.1	Etat de la participation des salariés au capital social a	27

5.4.2	Opérations réalisées au titre des options d'achat ou de s au personnel salarié de la Société.	27
5.4.3	Attributions gratuite s d'actions et stock options	27
5.5	Documents accessibles au public	27
6	ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE	27
7	RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MANDATAIRES SOCIAUX	28
7.1	Dirigeants mandataires sociaux	28
7.2	Conventions visées aux articles L.225-86 et suivants et L.225-90-1 du Code de commerce	28
7.3	Rémunération des mandataires sociaux	29
7.4	Informations relatives aux mandats ou fonctions exercés dans toute société par les mandataires sociaux	32
7.5	Transactions des mandataires sociaux, des personnes exerçant de responsabilités dirigeantes et des personnes ayant un lien personnel étroit avec eux	33
8	RISQUES ET INCERTITUDES	33
8.1	Information sur les risques liés à l'activité du Groupe	33
8.2	Information sur les risques financiers	35
8.3	Information sur les risques juridiques	36
9	OPERATIONS EFFECTUEES SUR ACTIONS PROPRES	37
10	ANNEXES	39
10.1	Glossaire	39
10.2	Riber SA ï Tableau des résultats des cinq derniers exercices au 31/12/2016	40
10.3	Riber SA ï Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité au 31/12/2016	41
10.4	Riber SA ï Tableau des filiales et participations au 31/12/2016	42

1 ACTIVITE DU GROUPE

1.1 Activité et métiers

Riber conçoit et fabrique des systèmes d'épitaxie par jets moléculaires et des sources d'évaporation et des cellules de sondes. Riber offre également à ses clients un service après-vente en assurant la maintenance de ses équipements à travers le monde, ainsi que des activités de formation et d'assistance technique.

Les principaux produits de Riber sont des équipements d'épitaxie utilisant la technologie de l'épitaxie par jets moléculaires, et se décomposent en machines d'épitaxie par jets moléculaires utilisées pour les activités de recherche et développement (machines EJM de recherche) et pour la production (machines EJM de production).

L'épitaxie par jets moléculaires repose sur l'évaporation d'environnement sous haut ultra-vide. Cette technologie est très bien adaptée à la fabrication de semi-conducteurs utilisés dans les applications les plus avancées, comme des téléphones cellulaires ou des smartphones, les infrastructures des réseaux de télécommunications radioélectriques ou à fibres optiques, les capteurs pour les automobiles ou le solaire et des produits électroniques grand public.

L'expérience de Riber et son expertise dans le domaine de la technologie EJM ainsi que la notoriété de sa marque auprès des chercheurs scientifiques et des fabricants de semi-conducteurs lui permettent d'offrir à ses clients répartis dans le monde entier la plus large gamme de machines destinées à la recherche de pointe sur les alliages semi-conducteurs composés ou des nouveaux matériaux ainsi qu'à la production à fabrication de composants électroniques ou optoélectroniques.

Les clients des machines de recherche sont les laboratoires des universités, de centres ou instituts de recherche dans les domaines des sciences des matériaux ou des composants électroniques.

Les clients de production sont, soit des fournisseurs qui produisent et commercialisent des tranches épitaxiées auprès de fabricants de dispositifs à base de semi-conducteurs composés, soit des entreprises industrielles intégrées qui produisent des tranches épitaxiées pour les traiter et les intégrer à des dispositifs à base de semi-conducteurs composés. Les clients de recherche rassemblent des universités et des instituts dans le monde entier ainsi que d'importantes sociétés industrielles.

La position dominante de Riber sur le marché de l'épitaxie pa (Conception et fabrication de systèmes EJM et de sources d'évaporation, vente service et maintenance sur site). La Société investit également pour maintenir son avance technologique et développer de nouveaux débouchés. En partenariat avec des centres de recherche et dans le cadre de projets soutenus par les pouvoirs publics français ou européens, Riber participe régulièrement à la mise au point des nouveaux procédés que sa technologie rend possible.

Dans sa stratégie de diversification de son savoir-faire en épitaxie par jets moléculai Riber s'est ouvert ainsi de nouvelles perspectives de développement devenue un fournisseur de composants intégrés dans des lignes de production d'écrans pla OLED (LED organique) ainsi que des chaînes de production de panneaux solaires à couches minces en alliages CIGS (Cuivre, Indium, Gallium, Selenium), et poursuit son effort de développement pour pénétrer le marché des microprocesseurs et mémoires magnétiques dans le cadre de la feuille de route (ITRS) des composants électroniques du futur.

Le siège social de Riber ainsi que son site de production sont situés à Bezons, dans le département du Val d'Oise. La Société est propriétaire de ces locaux. Riber est représentée à travers le monde par un réseau d'une dizaine d'agents commerciaux ou distributeurs. Riber dispose également d'un bureau commercial en Chine et de filiales aux Etats-Unis et en Corée du Sud.

1.2 Historique du Groupe

1964 : Création de la société Riber en tant que distributeur de produits ultravide (UHV), destinés aux universités et aux laboratoires de recherche.

1976 : Riber est absorbée par Instruments S.A., un groupe spécialisé dans l'instrumentation scientifique, dont elle est devenue une division. L'expérience acquise en matière de co développer la technique de l'épitaxie par jets moléculaires (

1978 : Instruments S.A. Riber est l'une des premières sociétés à produire et commercialiser des systèmes EJM "clés en main". La Société développe au fil des années un grand nombre de produits innovants tels que des systèmes EJM à sources gaz.

1992 : Instruments S.A. filialise sa division Riber qui devient Riber SA.

1995 : Riber prend un virage stratégique en se lançant dans la f équipements de recherche.

1997 : Riber devient une société indépendante suite à sa reprise par un dirigeant et un groupe d'investisseurs composé de certains actionnaires et membres de l'équipe dirigeante d'Instruments S.A., et accélère son développement commercial pour s'imposer comme le leader mondial des jets moléculaires.

2000 : Riber est cotée sur NYSE-Euronext Paris.

2004 : Riber acquiert 100 % de la société Addon, spécialisée dans la conception et le développement de cellules et composants pour systèmes EJM.

2008 : Riber procède avec Eaton à l'achat de MECASTEMICON, filiale d'Oxford pour soutenir le développement stratégique de la branche service après-vente de la Société.

2009 : Riber ouvre un bureau de vente en Chine.

2011 : Riber concrétise sa diversification dans les OLED avec d'importantes commandes

2012 : Riber s'engage dans la fondation de l'Institut Photovoltaïque d'Ile-de-France et européenne en matière de développement des énergies renouvelables. Riber devient actionnaire minoritaire de la SAS IPVF.

2013 : Riber ouvre une filiale commerciale en Corée destinée à accompagner son développement sur le marché des OLED.

2014 : Riber conclut des accords de distribution avec les sociétés Annealsys (conception et fabrication de fours de recuit rapides et de machines de dépôt chimique en phase vapeur de type CVD et ALD) et Intercovamex (conception et fabrication de machines de dépôt physique en phase vapeur ou PVD).

2015 : Riber acquiert les actifs de MBE Control Solutions, société californienne spécialisée dans la vente de composants et services destinés aux systèmes d'épitaxie par jets moléculaires aux Etats-Unis et soutenir le développement stratégique de la branche service après-vente de la Société.

1.3 Organigramme du Groupe

Au 31 décembre 2016, le groupe était constitué de Riber SA, de ses deux filiales de distribution aux Etats-Unis et en Corée du Sud (détenues à 100 %) et de la participation minoritaire dans la SAS IPVF à hauteur de 2 % (le « **Groupe** »). Les informations relatives à ces 3 entités sont présentées en annexe au présent rapport.

1.4 Lignes de produit

Le marché des machines EJM de recherche

Le marché des machines de recherche s'adresse aux laboratoires des Universités. Ce marché est principalement animé par :

- le financement de nouveaux projets en réponse à de nouveaux défis technologiques ;
- la croissance en taille des substrats à traiter dans les machines EJM ;
- l'exploitation mutualisée des systèmes entre plusieurs groupes ;
- l'émergence de nouveaux marchés, en particulier en Asie ;
- le renouvellement du parc de machines installées dans les années 1980-90.

L'émergence de nouveaux débouchés provient des pays poursuivant leur développement industriel comme la Russie, la Chine et l'Inde. Le marché des systèmes de R&D reste actif et

Le marché des machines EJM de production

Le marché des machines de production est orienté autour d'applications qui concernent les téléphones portables (amplificateur de puissance et receveur), les réseaux terrestres radiofréquences (LAN, WLAN, WIFI, LDMS, Multipoint), l'automobile (capteur à effet Hall), les réseaux de pompage et de transmission) et les réseaux à fibres optiques à courte distance ou métropolitain (lasers de type VCSEL).

L'évolution de ce marché est cyclique. Cependant, la Société prévoit de livrer plusieurs machines de production par an, destinées à :

- un accroissement des moyens de production pour des composants optoélectroniques très sophistiqués destinés aux industries de défense, réseaux, aéronautique et spatial (amplificateurs de puissance pour radars et smart-grids, cellules photovoltaïques par concentration,...) ;
- la production de lasers pour tous types d'applications industrielles et militaires (quantum dots, VCSELS) ;
- la production de capteurs optiques pour tous types d'applications industrielles et militaires, III-V sur Silicium pour la fabrication de microprocesseurs de génération n+2 (loi de Moore), la MBE présentant l'avantage par rapport à toutes les autres technologies de dépôt de permettre la croissance de matériaux à basse température ;
- des achats technologiques concernant de nouvelles applications qui offrent des perspectives de développement industriel.

Chaque application connaît des achats. Le marché redevient actif suite aux besoins
dôaccroissements de capacités ou de mise en production de nou
système de production en 2015 et en 2014, en 2016 la Société en a livré 2, et a vu sôaccroître son carnet de prospects.

Marchés de diversification de lôEJM

Riber sôest positionné sur trois familles EJM de rupture industriels dérivés
- Le marché des accessoires et cellules EJM de rupture : La croissance sur ce marché
produits est directement dépendante de lôaugmentation de
leur capacité à offrir des prix de vente compétitifs pour des écrans de la taille des télévisions. De nouvelles cellules
dôeffusion linéaires, sont entrées en phase de validation
- Le marché des cellules dôeffusion pour la fabrication de
pour lequel Riber a développé une expertise spécifique et unique dans ce domaine. Les premières unités ont été
livrées à 2 partenaires au cours du second semestre 2010 et ont été intégrées avec succès en 2011 à leur chaîne de
pré-production. Riber a enregistré de nouvelles commandes sur ce marché en 2016.
- Le marché des machines destinées ¨ lôindustrie du silicium, pour
adapté aux standards du secteur. Riber poursuit ses tr
recherche spécialisés et a livré au troisième trimestre 2015 un système devant intégrer une chaîne de pré-production
au sein du laboratoire IMEC en Belgique.

Riber sôimpose sur trois lignes de produits ¨ forte valeur
composée des plus grands laboratoires universitaires et centres de recherc
de lôélectronique, des énergies nouvelles et de lôéclairage.

Les produits machines EJM

Riber conçoit, fabrique et commercialise une gamme très étendue de machines dô épitaxie par jets
composants spécialement conçus utilisés à la fois par la recherche et par les producteurs de tranches épitaxiées en alliages
semi-conducteurs. RIBER produit également des systèmes répondant aux normes de lôindustrie du silicium
destinés à la recherche avancée sur les composés hybrides III-V sur silicium.

Riber propose une large gamme de machines EJM utilisées pour la recherche de pointe sur les alliages semi-conducteurs ou sur d'autres matériaux dits avancés ainsi que pour la production de tranches épitaxiées. La Société fabrique également un petit nombre de machines de dépôt par vapeur chimique sous ultravide. Ces machines sont destinées aux activités de recherche et développement dans le domaine des techniques d'épitaxie utilisées pour la fabrication des semi-conducteurs composés en alliage de silicium et germanium.

Les différents modèles de machines EJM sont conçus et fabriqués à partir d'une même plate-forme, ce qui signifie que la conception générale des machines et de leurs accessoires est largement standardisée. Cette standardisation permet aux clients de la Société de débuter avec une machine EJM de recherche et de passer ensuite, avec des coûts réduits dôapprentissage, la production de tranches épitaxiées en achetant une machine EJM de production conçue à partir de la même plate-forme. Grâce à sa capacité d'adaptation technologique, Riber offre à ses clients la possibilité d'utiliser avec la technologie EJM des matériaux sources aussi bien à l'état solide que gazeux.

Riber vend des machines aux laboratoires de recherche et aux industriels. Le marché des machines de recherche est stratégiquement important pour la Société dans la mesure où il constitue le fondement de sa notoriété et de son image, au sein de la communauté scientifique ainsi quôen fidélisant les machines Riber dans le futur. L'engagement constant de Riber dans les programmes de recherche et développement lui permet également de suivre les avancées de technologies évolutives et d'en détecter les futures opportunités en termes d'applications industrielles.

Dans le cadre de ses activités liées à la technologie EJM, la Société assure une présence mondiale en sôappuyant
réseau dôune trentaine dôagents et distributeurs, et une filiale aux
Corée du Sud. Riber intervient sur les marchés géographiques les plus dynamiques dans la recherche en microélectronique,
en Europe, en Amérique mais également en Russie, en Chine et en Inde.

Riber vend environ entre 8 à 15 machines par an. Depuis 30 ans, la Société a installé plus de 850 systèmes dans le monde pour un parc total estimé à 1.300 machines. En 2016, Riber détenait 45 % de parts de marché sur les systèmes de R&D. Au travers de sa division EJM, Veeco (USA) constitue son princip
le reste du marché comme DCA (Finlande), SVTA (Etats-Unis), Omicron (Allemagne) (filiale dôOxford Instr
MBE Komponenten (Allemagne). Faute de données de marché, les informations ci-dessus sont issues dôu
effectué en interne sur la base des consultations commerciales réalisées dans le secteur. Riber, de par sa notoriété, estime
°tre pratiquement toujours sollicité lors des demandes comme
la concurrence ou de nouveaux entrants.

Les produits Composants et services

Riber offre une gamme complète d'accessoires pour les systèmes EJM de sa fabrication ou de celle de ses concurrents,
permettant aux utilisateurs une plus grande flexibilité dans
les besoins. Riber garantit la disponibilité de composants et de pièce
systèmes. Le portefeuille dôaccessoires de Riber sôest forteme

Les accessoires proposés incluent des cellules ¨ effusion pour lô®vaporatio
de contrôle de débit permettant une injection précise des matériaux à l'état gazeux, ainsi que des systèmes de contrôle permettant de réguler les processus de croissance épitaxiale. Les pièces détachées incluent notamment des filaments, des joints, des fours, des plateaux, de la visserie et des creusets, etc. La Société a également développé un logiciel de supervision des processus de dépôt et de pilotage de ses machines : Crystal XE. Il permet aux précise et en temps réel du procédé.

Riber propose parallèlement à ses clients dans le monde entier une large gamme de services allant de la formation sur lô uti des systèmes dô®pitaxie à des interventions techniques sur site. A titre d'exemple, Riber propose à ses clients des formations sur les procédés EJM de croissance cristalline pour différents alliages semi-conducteurs ainsi que des missions de conseils relatives à la fourniture et au maniement des tranches ou aux équipements de contrôle des tranches épitaxiées. Sur demande des clients, la Société peut aussi fournir une aide technique pour la modification de machines existantes et la conception sur mesure de nouveaux accessoires. Enfin, Riber offre des services de décontamination chimique préventive et de nettoyage sur les machines EJM et les pièces et accessoires s'y rattachant.

Le service après-vente comporte des formations à l'entretien des machines et la fourniture de pièces détachées. Riber dispose dôun service t®l®phonique pour assurer un support tec service, Riber souhaite donner à tous ses clients la possibilité de recevoir une assistance technique et, le cas échéant, les pièces nécessaires dans les 48 heures suivant leur demande.

Le support à la clientèle et la maintenance de ces équipements sont assurés par le Service Client de la Société, éventuellement assisté par les 28 représentants régionaux localisés en Europe, en Asie et sur le continent américain (via ses filiales de distribution basées aux Etats-Unis et en Corée du Sud).

Les produits Cellules et sources dôeffusion

La technologie EJM consiste à déposer des couches minces monocristallines de matériaux semi-conducteurs sur un substrat. Ces mat®riaux, tels que le Gallium, lôAluminium, lôArsenic, moléculaires et viennent se condenser sur le substrat chauffé à cet effet.

Capitalisant sur son expertise technique dans le dépôt de matériaux complexes en couches ultra-minces, Riber a élargi son offre de cellules dôeffusion. La commercialisation dô®quipeme EJM de recherche ou de production constituent un levier important de diversification de son activité EJM.

Les avantages techniques des jets mol®culaires qui permettent d®p¹ts ¨ lô®chelle atomique sur de grandes surfaces qui sont valorisés sur de nouveaux marchés émergents indépendants de la technologie EJM. Les développements en cours qui ont été identifiés sont en cours :

a. les cellules destinées aux systèmes EJM en seconde monte

Riber a entrepris depuis 2011 le renouvellement de sa gamme d marché. A cette fin, Riber a amélioré ses cellules dôeffusion destin®es ¨ ®vaporer sa gamme des applications EJM, d®velopp® des cellules dôeffusi (Antimoine, Tellure et S®l®nium), et une nouvelle gamme de cel lô Hydrog¯ne aux applications nitrures, oxydes ou décapage de surface.

b. les ®crans plats dôaffichage et les surfaces pour lesquelles Riber possède un savoir-faire en mati¯re dô®vapor.ation de mat®riaux organiques

Dans ce domaine, Riber a r®ussi son passage de la recherche ¨ l produits sur les cha´nes de production dôindustriels de r®p connaissent un développement important actuellement au stade de la production pour des écrans de petite surface (smart phone) et visent à moyen terme le marché des écrans de plus grande taille pour les appareils audio/vidéo ainsi que pour ceux à usage domestique.

c. les cellules solaires à couches minces à haut rendement en alliages CIGS, pour lesquelles Riber a développé des cellules dôeffusion destin®es aux industriels du solaire.

Des premières unités ont été livrées au cours des dernières années à des partenaires et ont été intégrées à leurs chaînes de pré-production.

Sur ces marchés émergents, la concurrence est relativement atomisée. Dans le domaine plus spécifique des cellules dôeffusion destin®es aux ®crans OLED, Riber est Japonais de taille moyenne ou certains acteurs de lô®pitaxie par jets mol®culair pour les d®p¹ts m®talliques (d®veloppement dôune cellule dédiée Magnésium).

1.5 Stratégie

En 2016, Riber a redéfini ses objectifs stratégiques de retour à une croissance rentable par lignes de produits, à savoir :

- Systèmes EJM :
  - Système EJM de recherche : poursuivre les innovations et la pénétration de nouvelles applications pour obtenir des avantages compétitifs, ainsi que le redéploiement des accroissements de partenariats avec des laboratoires pour promouvoir les procédés que maitrise la Société et en développer de nouveaux ;
  - Système EJM de production : consolider notre relation client avec nos clients actuels afin de bénéficier de besoins d'accroissements de capacités futures pour l'investir dans des partenariats industriels tels que les dossiers UV pour la purification de l'eau, l'imagerie infrarouge pour l'aéronautique de nos clients des sites de démonstrateurs.

- Composants et services :
  - Doubler le nombre de composants et services sur la base installée apportant une contribution récurrente significative au chiffre d'affaires de la Société, en développant l'offre d'affûtage, et en identifiant de nouveaux produits d'appel

- Cellules et sources :
  - Poursuivre l'accroissement des industriels par une offre spécialement conçue pour leurs machines et en poursuivant les efforts de R&D pour ouvrir des produits de performances supérieures et de coût de possession plus faible que ceux de la concurrence ;
  - Optimiser la production des produits de ce segment pour répondre aux impératifs de qualité et de délai des clients.

1.6 Situation et évolution de l'activité de la Société et du Groupe

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2016 s'établit à 16,5 M€ contre 12,8 M€ pour l'exercice précédent, soit une croissance de 29 %. Il se répartit comme suit :

au 31 décembre en M€ *	2015	2016	Evolution
Chiffre d'affaires systèmes	6,1	8,8	45 %
Chiffre d'affaires services	4,2	4,6	10 %
Chiffre d'affaires cellules	2,5	3,0	21 %
Chiffre d'affaires total	12,8	16,5	29 %

(*) *arrondis et pourcentages calculés sur les montants exacts en euros*

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 s'élève à 16,5 M€, en croissance du chiffre d'affaires résulte de la contribution du 4ème trimestre 2016, la croissance du chiffre d'affaires s'est accélérée.

Le chiffre d'affaires des systèmes s'élève à 8,8 M€ en croissance de 45%. Il est produit par rapport à l'exercice précédent ; 5 systèmes de recherche et de production ont été livrés en 2016 alors qu'aucun n'avait été livré en 2015.

Le chiffre d'affaires des services et accessoires s'établit à 4,6 M€ commerciales entreprises depuis plusieurs années.

Le chiffre d'affaires des cellules s'élève à 3,0 M€, en croissance de 21%, essentiellement sur la vente des solutions de RIBER dans des champs d'applications diversifiés applications industrielles spécifiques.

Au 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires de RIBER est réalisé en Amérique du Nord (22 %).

La société Riber Inc. (Etats-Unis) a réalisé un chiffre d'affaires hors Groupe précédent.

La société Riber Korea co. (Corée du Sud), créée en septembre 2016, correspondant à la livraison de matériel prototype con-u dans

Les informations relatives à l'activité et au résultat des filiales sont annexées

1.7 Carnet de commandes

Le carnet de commandes est exclusivement constitué de commandes fermes et ne tient pas compte des options de commandes ou lettres; les commandes nettes sont enregistrées en fonction d et soldées dans leur intégralité lors de la reconnaissance du de livraison des biens et services. Au 31 décembre 2016, le carnet de commandes s'établit

au 31 décembre (en M€ *)	2015	2016	Evolution
Carnet de commandes systèmes	9,1	5,5	-39%
Carnet de commandes services et accessoires	2,4	3,7	53%
Carnet de commandes cellules et sources	0,6	8,8	1358%
Total carnet de commandes	12,1	18,0	49 %

(*) *arrondis et pourcentages calculés sur les montants exacts en euros*

Le carnet de commandes au 31 décembre 2016 s'élève à 18,0 M€ décembre 2015. Ce carnet de commandes n'inclut pas la commande d'un système annoncée en janvier 2017. Cette progression s'explique princip

Le carnet de commandes systèmes s'établit à 5,5 M€ en recul de 39% par rapport à fin 2015. Il est constitué de commandes accrue sur les systèmes de recherche. Il contient 2 systèmes de recherche et 2 systèmes destinés à la production.

Le carnet de commandes services et accessoires est en hausse de 53% par rapport à fin 2015 et s'établit à 3,7 M€. Cette RIBER qui capte un plus grand nombre de clients en demande de services différenciés et à forte valeur ajoutée.

La très forte croissance du carnet de commandes des cellules et sources (+ 8,2 M€) résulte du récent succès de RIBER avec l'obtention d'importants contrats de fournitures de sources p offrent des opportunités importantes de croissance des dépôts de d'déploiement des équipements dans les usines des clients, et d sur l'impact de ces opportunités.

Compte tenu de la composition du carnet de commandes au 31 décembre 2016, et des perspectives de prises de commandes livrables en 2017 pour les systèmes, services et accessoires, son chiffre d'affaires par rapport à 2016.

1.8 Activités en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe

Au cours de l'exercice 2016, Riber a poursuivi son effort d'innovation compétitivité de ses produits sur ses principaux marchés.

Les principaux projets développés concernent :

- Cellules linéaires Jet à haute température de matériaux et qui sont adaptées aux applications OLED ou Photovoltaïque : poursuite des essais de validation des process ;
- Logiciel de supervision et pilotage des machines : développement de nouvelles fonctionnalités clients, amélioration de l'ergonomie d'édition et contrôle du process, extensi machines ;
- Partenariat de recherche Riber/IMEC initialisé en 2012 dans le cadre du projet EDL450 visant à la qualification de la machine MBE8000 : préparation pour le démarrage de la phase de qualification process.

Enfin, Riber participe depuis début 2012 à un programme de recherche en partenariat avec IMEC (Université de Louvain en Belgique) et d'autres industriels du secteur afin de mettre a sur des matériaux III-V. Dans ce cadre, les investissements sur le MBE 8000 se sont poursuivis.

En 2016, l'effort de R&D s'est élevé à 3,6 M€ soit 20% du chiffre d'affaires consolidé.

1.9 Effectifs du Groupe

L'effectif total du Groupe au 31 décembre 2016 incluant intérimaires par secteur d'activité

Administration	11
R&D	21
Commercial / Marketing	13
Support technique client	6
Production	39
	90

1.10 Informations en matière sociale de la Société Riber SA

1.10.1 Etat des effectifs

Au 31 décembre 2016, l'effectif de la Société était de 77 s
comprenait 75 salariés en contrat à durée indéterminée (dont 1 salarié en longue maladie) et 2 salariés en contrat à durée
déterminée. Deux mandataires sociaux sont également présents d

L'effectif total 2016 est réparti comme suit par secteur d'acti

Administration	8
R&D	20
Commercial / Marketing	8
Support technique client	5
Production	36
	77

En 2016, la moyenne d'âge est de 45,4 ans (46,3 en 2015) et l'ancien

Au cours de l'exercice 2016, 6 embauches en CDI ont été réalisées dont 5 dans le cadre de
remplacements et 1 dans le cadre d'une création de poste. El
dans le cadre d'un contrat CIFRE (convention industrielle de f
pour remplacement.

Le nombre de départs en 2016 est de 20 (13 en contrat à durée indéterminée et 6 en contrat à durée déterminée).

Le recours à la main-d'œuvre extérieure a été utilisé en 2016 dans le cad
représenté 313 jours sur 2016 (50 jours en 2015).

Le volume des heures supplémentaires, au-delà de la durée hebdomadaire de 38,5 heures, au cours de l
1.416 heures (1.631 heures en 2015).

1.10.2 Organisation du temps de travail - Absentéisme

La durée hebdomadaire du temps de travail est de 38,5 heures, 5 salariés (4 femmes et 1 homme) travaillant à temps partiel
dans l'entreprise.

Le taux d'absentéisme s'établit à 1,42 % en moyenne sur l'ann
sur l'ensemble de l'effectif. Sont prises en compte les maladies le c
et paternité (4 cas en 2016 représentant 175 jours d'absences
cas en 2016, représentant 98 jours d'arrêts).

1.10.3 Rémunérations et politique salariale

La masse salariale brute versée sur l'année s'élève à 3.951 K€ (hors variati
salariale de 2015 qui s'élevait à 4.428 K€. Cette diminution

Salaires de base mensuels moyens (13ème mois inclus et éléments variables et primes exclus)	**2016**	**2015**	**Evolution**
Cadres supérieurs III A et III B	7.047	7.455	-5,47 %
Cadres Position I et II	4.112	4.094	+0,44 %
Agents de maîtrise Niveau V	3.098	3.059	+1,27 %
Ouvriers et employés Niveau IV	2.586	2.529	+2,25 %
Ouvriers et employés Niveau III	2.052	2.065	-0,63 %

Il n'y a pas eu d'augmentation générale en 2016, uniquement
s'expliquent par les mouvements différentes catégories personnels au sein des d

Le pourcentage du personnel féminin s'établit à 22 % (21 % dan
de maîtrise), il était de 19 % en 2015. Le salaire moyen du personnel féminin est inférieur de 16 % à celui du personnel
masculin (21 % en 2015). L'écart s'est réduit de 5 % et s'exp
fonctions de qualification supérieure. Cependant il reste toujours inférieur à celui du personnel masculin qui occupe en
majorité des niveaux de qualification et de responsabilité supérieurs. Mais également, compte tenu du travail à temps partiel
qui est majoritairement demandé par la population féminine.

La Société apporte une attention permanente à la question de la parité quôelle aborde régulièrement en instances représentatives du personnel. Un accord dôentreprise relatif à lô®galit® professionnelle entre les femmes et les hommes a ®t® conclu le 15 mai 2015 et reconduit sur les mêmes points que ceux validés en 2015 pour une durée de 3 ans. Ce document détaille les 4 engagements retenus afin de favoriser la parité au sein de Riber ainsi que les mécanismes de suivi.

Enfin, le Conseil de surveillance délibère une fois par an après avoir pris connaissance dôun rapport complet sur la situation comparée des femmes et des hommes au sein de la Société.

Ces actions sôinscrivent dans le cadre de la politique générale de Riber en matière de ressources humaines (lôexercice des fonctions) et de respect sociétal (respect de la législation du travail au sein du Groupe ou de ses sous-traitants (libertés collectives, élimination des discriminations, protection des enfants, é).

Le taux de charges patronales (incluant les frais liés aux régimes complémentaires) est passé de 48,2 % en 2015 à 48 % en 2016. Cette baisse provient des exonérations sur URSSAF Vieillesse plafonnée et URSSAF Vieillesse totalité qui ont augmenté respectivement de 0,05 %, la cotisation AGS (garantie des salaires) qui a baissé de 0,05 % et les règles de calcul de lôallègement Fillon qui ont évolué, ceci en limitant l'impact de la hausse de 0,10 % sur le taux dôaccident du travail qui a augmenté de 0,10 %.

1.10.4 Relations professionnelles et bilan des accords collectifs

La Société dépend de la convention collective de la métallurgie de la région parisienne.

Elle dispose dôun Comité dôEntreprise et dôun Comité dôHygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail dont les attributions de ce dernier sont décrites ci-dessous.

Le Comité dôEntreprise a été consulté en 2016 sur la mise en place dôun accord de participation pour une durée de 3 ans, ainsi que la mise en place dôune mutuelle.

Aucun nouveau plan dôoptions de souscription en actions Riber n'a été mis en place par le Conseil de Surveillance ou le Directoire durant lôann®e 2016.

Riber structure sa politique de communication interne au travers de réunions trimestrielles regroupant lôensemble du personnel et dôactions de sensibilisation autour du fait que Riber est certifié ISO 9001.

Ces actions sôinscrivent en compl®ment de la politique du Comité dôEntreprise qui organise des activités sportives et touristiques tout en apportant un soutien matériel aux salariés lors de certains événements de lôann®e (rentrée scolaire, fêtes de fin dôann®e, é).

La Société se veut vigilante en matière de litiges prud'homaux et les traite au cas par cas. Le sujet est régulièrement abordé lors de séances du Comité dôEntreprise et fait l'objet d'indicateurs chiffrés. Enfin, Riber est à l'écoute de ses partenaires, clients et fournisseurs et sôattache à prévenir toute forme de corruption au travers de son personnel (rappels de procédures, réunions de sensibilisation).

1.10.5 Conditions dôhygiène et de sécurité

Le site de Bezons regroupe des activités de R&D, de production (mécanique, traitement de surface et assemblage), de maintenance ainsi que les fonctions tertiaires. Le recensement des risques et mesures de protection par département est mis à jour régulièrement sous le contrôle du Comité dôHygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

Lôapplication des dispositions relatives aux conditions dôhygiène et de sécurité est suivie par le CHSCT. Ce dernier a été notamment consulté en 2016 sur des sujets tels que le projet de déménagement d'une partie du bâtiment, le suivi des installations de sécurité pour lesquelles il a été consulté sur l'emploi d'un nouveau procédé contenant un salarié intérimaire ou le traitement de surface, ce à quoi le CHSCT a rendu un avis favorable. Le CHSCT, qui a bénéficié de formations réglementaires, participe activement à lôanalyse des accidents du travail et des maladies professionnelles avec les différents services.

Le nombre dôaccidents du (contre 8 en 2015), dont 2 accidents de trajet. Le taux de fréquence au titre des accidents du travail sôélève pour lôann®e 2016 à 1,32 % contre 0,51 % en 2015. Le nombre de jours d'arrêt pour accidents du travail et de trajet sôest élevé à 98 jours (184 jours en 2015).

1.10.6 Formation

Le plan de formation annuel vise à développer l'employabilité des salariés. Au titre de l'année 2016, le plan de formation a représenté en termes de coûts pédagogiques 0,11 % de la masse salariale brute (0,20 % en 2015), correspondant à 81 jours de formation (71 jours en 2015). Le nombre de stages de formation effectués au cours de lôexercice sôélève à 38 et 29 salariés ont bénéficié dôau moins

Les formations dispensées ont porté essentiellement sur des sujets de sécurité au travail (Habilitation Electrique, Risques chimiques, Sauveteurs secouristes du travail) et de renforcement des savoirs techniques ou de développement des compétences dans l'emploi. Le plan de formation est également exprimés lors des entretiens annuels, complétés en cours d'ann

1.10.7 Travailleurs handicapés

En 2016, l'effectif de la Société comprenait 12 personnes reconnues handicapées représentant 1,5 unités pour une obligation de 4 unités. Au 31 décembre 2016, la Société a versé une contribution d'un montant de 9,6 K€ (7,6 K€ en 2015).

1.10.8 Importance de la sous-traitance

La Société a recours à la sous-traitance pour la réalisation d'opérations de fabrication avec ses moyens industriels (découpe et usinage des pièces en molybdène, tantale, tungstène et acier inoxydable, traitement de surface par micro billage, métrologie, emballage, transport, etc.) ainsi que p

Il est aussi fait appel à la main-d'œuvre extérieure pour des prestations diffic réparations d'équipements de ses propres machines, surveillance, nettoyage, espaces verts, maintenance informatique, agencements, etc.).

La sous-traitance est réalisée essentiellement avec des partenaires localisés en Europe (essentiellement en France) ou aux Etats-Unis (pour les besoins du marché nord-américain), pays qui respectent les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, les principes de respect de l'envir

1.11 Informations en matière environnementale de la Société et du Groupe

En application des dispositions des articles L.225-102-1 et R.225-105 du Code de commerce, nous vous communiquons les informations suivantes :

Les machines EJM ainsi que les accessoires produits par Riber sont assemblés et testés sur le site industriel de Bezons.

Riber fait appel à la sous-traitance pour la fabrication de la majorité des pièces mécaniques destinées aux systèmes, accessoires et pièces détachées. Une fois fabriquées, les pièces mécaniques sont traitées chimiquement afin que les machines Riber soient en mesure de répondre aux exigences spécifiques de certains clients, par l'utilisation d'acides minéraux et d'autres agents chimiqu

La Société offre par ailleurs des services de décontamination chimique et de nettoyage des réacteurs des machines EJM, ainsi que des pièces s'y rattachant. Ces services requièrent l'utilisation d'autres réactifs chimiques. Ces substances sont stockées da agréés qui en assurent le traitement par destruction physico-chimique.

La Société a mis en place une politique de maîtrise des consommations des ressources naturelles qui a abouti à une stabilisation des consommations :

Consommations annuelles	2015	2016	Evolution
Eau (m^3)	2.037	671	-67%
Electricité (kwh)	1.089.798	1.118.151	+2 %
Gaz (kwh)	498.798	544.519	+8 %

L'activité de la Société n'a pas d'impact significatif sur l'évacuations d'eau. L'appareil ne génère pas de nuisance sonore réalisées de façon périodique par un organisme indépendant.

Les principaux déchets concernent les emballages en carton et bois (environ 360 m^3 par an) et les copeaux de métaux en acier inoxydable (environ 30 m^3). Le traitement de ces déchets est assuré par des entreprises spécialisées qui en assurent la destruction ou le recyclage. Un système de tri sélectif des résidus en acier inoxydable a été mis en place en 2011 et en permet la valorisation. Les matières premières les plus rares entrant dans la fabrication des machines Riber (matériaux réfractaires) font l'objet d'une utilisation optimisée des [1] hydrocarbures et de gestion des eaux pluviales.

Par arrêté préfectoral obtenu le 6 juillet 2009, Riber a été autorisé pour des volumes de cuves de traitement de 12.890 litres maximum permettant à Riber d'assurer directement ces traitements ce qui est source de flexibilité industrielle et d'une expertise approfondie du site pour les travaux de mise aux normes et de définition de protocoles de traitement sécurisés. La Société est en contact régulier avec les services de la Préfecture qui effectuent une visite complète du site une à deux fois par an.

Le Comité d'Hygiène et des Conditions de Travail (CHSCT) consacre une partie de son activité à vérifier les conditions de sécurité et de protection des personnes, ainsi que du CHSCT ont porté sur les questions de pénibilité au travail, de sécurité du site de Bezons et de formation du personnel aux questions de sécurité. Bien que la Société n'ait pas connu d'accident du travail grave, elle n'en reste pas moins attentive à ce sujet et s'en remet à la collaboration avec la représentation du personnel, la médecine du travail et les autorités compétentes.

En 2016, une part importante des actions de formation a été consacrée à la sécurité du personnel et à la protection de l'environnement (habilitations électriques, gestion du risque chimique, etc.).

Riber a consacré une enveloppe de 2 016 K€ en 2016, l'ordre de grandeur des années précédentes, aux actions de sécurité (formation des personnels, contrôles périodiques, équipements). La Société met désormais à disposition plusieurs bornes de recharges pour véhicules électriques sur son site de Bezons.

La Société est assurée en matière de responsabilité civile environnementale. Aucun sinistre significatif n'a été recensé et aucune provision constituée en matière de risque environnemental. Une attention est portée à la sécurité des machines et équipements chez nos clients : un usage sécurisé, une remise de manuels d'utilisation. Enfin, certaines machines EJM sont vendues à des clients ne disposant pas d'infrastructure et d'expertise dédiées.

1.12 Informations sur l'impact territorial des activités

La Société est très implantée dans son environnement économique local. Des contacts réguliers sont entretenus et développés avec les Chambres Consulaires, organismes professionnels et pouvoirs publics dans les domaines de la formation, de l'apprentissage, de l'insertion et de la qualité. La Société possède une installation classée qui est soumise à arrêté préfectoral.

1.13 Information publiée en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale

Le présent rapport fait état de l'essentiel des informations (obligations issues de la loi « Grenelle 2 »). Eu égard à la nature des activités ou à l'organisation, certaines informations ne peuvent être produites ou ne paraissent pas encore pertinentes :

Dispositions	Explications / Plan d'actions
<u>Données ne pouvant être produites</u>	
Certification des données RSE	Pour des raisons budgétaires et après consultation du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, il a été décidé de reporter la mise en œuvre
<u>Données non publiées paraissant peu pertinentes ou peu significatives</u>	
Présentation de l'ensemble des données au niveau groupe	Les deux filiales du Groupe et le bureau de représentation en Chine regroupent une faible part des effectifs à ce jour. Un reporting RSE sera mis en place
Bilan carbone	L'établissement d'un bilan carbone, compte tenu de la nature des activités et de la taille de la Société. Un tel bilan sera mis en place dès lors que la justification de l'acti
Consommation de papier et de composants	idem

1.14 Evènements importants intervenus au cours de l'exercice

Tant la composition du Conseil de surveillance que celle du Directoire de Riber ont été modifiées au cours de l'exercice. Nous vous invitons à vous reporter aux paragraphes 1.15 et 5.1.2 du présent rapport pour de plus amples développements.

1.15 Faits exceptionnels et litiges significatifs

<u>Restauration de la gouvernance</u>

Suite à la démission de Madame Brigitte Dumont le 4 février 2016 de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de la Société, le nombre de membres dudit Conseil est devenu inférieur au minimum légal.

Afin de pallier le risque d'absence de Conseil, la Société a sollicité, le 15 février 2016, la désignation d'un administrateur provisoire, à titre exceptionnel et temporaire, dans l'attente de la désignation par

de surveillance et du Directoire de la Société. Par ordonnance en date du 15 février 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise a fait droit ¨ cette demande et a d®sign® pleins pouvoirs pour disposer, gérer et administrer la Société.

Le 26 avril 2016, lôAssemblée Générale a pris acte de la démission de quatre membres du Conseil de surveillance et a nommé quatre nouveaux membres du Conseil de surveillance. La composition du Conseil de surveillance, à la suite de cette nomination, est indiquée au point 5.1.2. du présent rapport.

Le Conseil de surveillance, ainsi reconstitué, a procédé, le 27 avril 2016, à la désignation de deux membres du Directoire, en la personne de Messieurs Etienne Grodard et Michel Picault (ai

Par ordonnance du 7 juillet 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, statuant en référé, a prononcé la dissolution de la Société et, notamment, de la reconstitution de ses organes sociaux et de la délégation donnée au Directoire par lôAssemblée Générale du 22 juin 2016, ¨ lôeffet dôaugmenter le capital social de souscription des actionnaires et du projet de réalisation de cette augmentation de capital, a décidé de mettre un terme à la mission de Michel Maire en qualité dô, dès le prononcé de cette ordonnance.

Cession dôactif non stratégique

Par acte notarié en date du 17 juin 2016, la société a procédé à la cession de 2.600 Kú et une VNC de 2,3 M€ relative à des travaux supplémentaires dôune part importante desquels la société a dû réaliser au 2nd semestre dans le cadre de cette cession.

Augmentation de capital

Dans un contexte de confiance quant au redressement de ses performances à court terme, et pour se donner les moyens de la réalisation de ses objectifs stratégiques, la Société a lancé, en juillet 2016, une opération dôaugmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le Directoire de la Société a en effet fait usage de la délégation conférée aux termes de la 12ème résolution adoptée par lôAssemblée Générale Mixte des actionnaires réunie le 22 juin 2016, aux termes de laquelle il a été décidé, sous la délégation et en fixant les modalités de lôaugmentation de capital susmentionnée, de procéder à une augmentation de capital de 669.139,56 € par émission de 1.932.093 actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au prix de 0,72 euro par action.

Suite à la clôture de la période de souscription, le Directoire a, le 8 août 2016, constaté la réalisation définitive de lôaugmentation de capital dôun montant nominal de 669.139,56 € par émission de 1.932.093 actions nouvelles. Ces actions nouvelles ont été admises sur le marché le 17 août 2016.

Litiges

LôAMF a prononcé, le 2 juin 2015, des sanctions ¨ lôencontre de la Société pour lôexistence dôune action de concert entre 2011 et le 12 mars 2012, et, du défaut, par ces actionnaires de déclarations de franchissements de seuils.

Le 15 septembre 2015, la Société a assigné à bref délai pour instance et action les actionnaires sanctionn

Par courrier du 15 septembre 2016, la Société a décidé de se désister de ces instance et action.

Nous vous informons par ailleurs que la Société n'est partie à aucun autre litige qui, pris seul ou dans leur ensemble, pourrait affecter de façon substantielle son activité, sa situation financière, son patrimoine ou son résultat d'exploitation. A la connaissance de la Société, il nôexiste pas de faits exceptio passé récent un impact significatif sur la situation financière, lôactivité, le résultat ou le p filiales.

1.16 Evènements importants survenus depuis la clôture de lôexer

A la fin du premier semestre 2014, Riber a pris acte du refus de Consorts Ifrès de se conformer à la décision exécutoire au départ dôun cadre de Direction du contrat de travail de Mr Ksú. i en date du 2 juin 2015 du Conseil des Prudôhommes dôArgenteui prétentions.

Suite ¨ lôappel interjeté par le salarié, la Cour dôAppel de Versailles a rendu le 2 février 2017, un arrêt infirmant le jugement du Conseil des Prudôhommes dôArgenteuil rendu le 2 juin 2015.

En application des normes comptables, aucune provision nôest c

2 RESULTATS ï SITUATION FINANCIERE ï AFFECTATION

2.1 Examen des comptes consolidés et résultats du Groupe

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le groupe Riber a établi ses comptes consolid®s conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers. Au 31 décembre 2016, le périmètre de consolidation du groupe Riber intègre la filiale américaine de Riber SA, Riber Inc. ainsi que la filiale coréenne de Riber SA, Riber Korea co.

La marge brute s'établit à 8.966 Kú au 31 décembre 2015, son augmentation étant portée par la hausse du chiffre d'affaires et des marges unitaires, par rapport à 2015.

La marge brute inclut une reprise de provisions pour dépréciation des stocks (241 Kú en 2015) en ligne avec la hausse d'activité.

Les charges commerciales (3.027 Kú) augmentent de 86 Kú du fait de la hausse des dépenses commerciales.

Les charges de Recherche et développement (2.336 Kú) augmentent de 1.000 Kú en raison d'une hausse du crédit d'impôt recherche et innovation et d'un amortissement des développements plus important par rapport à 2015.

Au cours de l'exercice 2016, Riber a poursuivi son effort de financement de ses développements afin de renforcer la compétitivité de ses produits sur ses principaux marchés.

Les principaux projets développés concernent :

- Cellules linéaires Jet à haute température de matériaux et qui sont adaptées aux applications OLED ou Photovoltaïque : poursuite des essais de validation des process ;
- Logiciel de supervision et pilotage des machines : développement de nouvelles fonctionnalités clients, amélioration de l'ergonomie d'édition et contrôle du process, extension machines ;
- Partenariat de recherche Riber/IMEC initialisé en 2012 dans le cadre du projet EDL450 visant à la qualification de la machine MBE 8000 : préparation pour le démarrage de la phase de qualification process.

Enfin, Riber participe depuis début 2012 à un programme de recherche en partenariat avec IMEC (Université de Louvain en Belgique) et d'autres industriels du secteur afin de mettre au point des procédés sur des matériaux III-V. Dans ce cadre, les investissements sur le MBE 8000 se sont poursuivis.

Les charges administratives (2.021 Kú) sont en baisse de 242 Kú par rapport à l'exercice précédent, en raison de la diminution des charges de direction.

Le poste "Autres charges et produits opérationnels" est positif de 2.179 Kú (contre 1.708 Kú en 2015) et est composé par :

- Des produits de cession immobilière (230 Kú),
- Des produits sur transaction commerciale (315 Kú)

En conséquence, le résultat opérationnel est déficitaire de 1.

Après prise en compte du résultat financier positif, le résultat net consolidé est déficitaire de 1.093 Kú contre un résultat déficitaire de 6.363 Kú en 2015.

2.2 Situation financière consolidée

La trésorerie à fin décembre 2016 est positive de 1,3 Mú contre 2,6 Mú à fin décembre 2015. Cette variation, en positive résulte essentiellement de l'encaissement du produit du capital d'un montant de 1,39 Mú (par émission de 3.475.000 actions nouvelles). La Société a par ailleurs remboursé ses dettes financières pour 0,7 Mú et a réalisé des investissements pour

Les capitaux propres, après prise en compte du résultat de l'exercice, s'établissent à 2.034 Kú.

2.3 Examen des comptes sociaux et résultats de la Société

Aucune modification n'a été apportée dans la présentation des comptes sociaux.

Le chiffre d'affaires net de Riber SA s'élève à 13.715 Kú contre 12.153 Kú en 2015, soit une augmentation de 13%. 97% du chiffre d'affaires de Riber SA a été réalisé hors de Fran

Apr¯s prise en compte des autres produits (production stock®e
pour lôexercice clos le 31 d®cembre 2016 au 19.055 Kú contre 11.922 Kú lôexercice pr®c®dent, soit une
augmentation de 60 %.

Les charges dôexploitation de lôexercice ont atteint au total
2015 soit une hausse de 4 % s'expliquant notamment par la hausse des achats de mati¯res premi¯res.

Le r®sultat dôexploitation pour lôexercice est d®ficitaire de

Le résultat financier est bénéficiaire de 17 Kú (contre 809 Kú pour lôexercice 2015).
Le résultat courant avant impôts ressort à -6 904 Kú contre -6 479 Kú en 2015.

Après prise en compte du r®sultat exceptionnel de 457 Kú contre 67 Kú pour
les soci®t®s (incluant le cr®dit imp¹t recherche) de lôexercice clos le 31 d®cembre
2016 se traduit par un b®n®fice de 467 Kú (contre un b®n®fice de 407 Kú en 2015).

Au 31 décembre 2016, le total du bilan de la Soci®t® s'®levait ¨ 26.43
une variation de +13.7 %. Au cours de lôexercice, la tr®sorerie dispo
2015 ¨ 2.369 Kú au 31 d®cembre 2016.

Les capitaux propres augmentent de 1,8 Mú passant de 14,5 Mú
b®n®ficiaire de l'exercice ¨ hauteur de 0,5 Mú et une distribution de dividendes de 1,3 Mú (2ème versement

Au 31 décembre 2016, la Soci®t® sôest d®sendett®e. En 2015, les dettes fi
concours bancaires pour 0.5 Mú et de deux cr®dits de pr®financemen
pour un montant de 0,7 Mú, cr®dits (1er semestre 2016) qui ont ®t® rembours®s au
Les acomptes re-us sur des commandes (4,9 Mú) apparaissent ¨ la
li®e ¨ la progression du carnet de commandes (18 Mú en 2016 co

Les dettes diverses sont en baisse de 0,7 Mú pour atteindre 4,

2.4 Proposition dôapprobation des comptes sociaux et affectation du r®sultat de la So

Le Directoire propose (2ème résolution) lôapprobation, compte de r®sultat e
font appara´tre un b®n®fice de 467.400 ú (1ère résolution).

Le Directoire propose ®galement dôaffecter la somme de 467.400 ú au compte report ¨ nouveau qui sera ainsi
de -10.803.407 ú (2ème résolution).

2.5 Constatation des distributions de dividendes au titre des trois derniers exercices

Nous vous rappelons quôaucun dividende n'a été distribué au titre des exercices cl
2014 et le 31 décembre 2015 et vous invitons à en prendre acte au titre de la 3e résolution qui sera soumise ¨ l
Générale.

2.6 Proposition dôapprobation des comptes consolidés

Conformément à la loi, le Directoire propose d'approuver les comptes consolidés (bilan, compte de résultat et annexe) tels
quôils vous sont pr®sent®s et qui font apparaître une perte de (4ème résolution).

2.7 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au pr®sent rapport est annex®, conform®ment ¨ l'article R. 225-102 du code de commerce, un tableau faisant ressortir
apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

2.8 Tableau des délégations en cours et de leur utilisation

Au pr®sent rapport est annex® ®galement, conform®ment ¨ l'article L. 225-100 du code de commerce, un tableau récapitulatif des
d®l®gations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Directoire dans le domaine des opérations sur le
capital, faisant appara´tre lôutilisation faite de ces d®l®gations.

2.9 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du C.G.I, nous vous demandons de statuer sur la nature
somptuaire visée à l'article 39-4 du C.G.I et constatée au cours de lôexercice

3 INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS DE LA SOCIETE

Le Directoire confirme que les conditions de paiement tant ¨ l'article L. 441-6 du Code de commerce. A ce titre, la Société a généralisé en 2011 le paiement de ses fournisseurs dans un délai de 45 jours fin de mois (article L. 441-6 du Code de commerce). La Société présente ci-dessous la décomposition au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2016 du solde.

Kú	Total non échu	moins de 30 jours	entre 31 et 60 jours	plus de 60 jours
Encours 2015	1 223,9	27,4	30,1	155,4
Encours 2016	1 604,2	2,3	16,6	154,2

Les encours ¨ plus de 60 jours au 31 décembre 2016 s'expliquent par des services acquis.

4 FILIALES ET PARTICIPATIONS

4.1 Prises de participation significatives dans des sociétés ayant leur siège en France ou prise de contrôle de telles sociétés au sens de l'article L. 233-6 du Code de commerce

La Société n'a pas pris de participation significative dans des sociétés ayant leur siège en France ou pris le contrôle de telles sociétés, au sens de l'article L. 233-6 du Code de commerce, au cours de l'exercice écoulé.

4.2 Création de filiale

Au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pas créé de nouvelle filiale.

4.3 Recapitalisation de filiale

Riber SA a participé ¨ l'augmentation de capital de la société Compact intervenue le 19 juillet 2016, par une souscription de 7 030 actions pour un montant de 70 300 €, portant ainsi sa participation à 289 Kú (soit 2% du capital).

4.4 Avis donné à une autre société en application de l'article L. 233-6 alinéa 1 du Code de Commerce

L'obligation prévue par l'article L. 233-6 alinéa 1 du Code de commerce d'informer une autre société ayant son siège social en France et dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 33,33%, 50%, 66,66%, 90% ou 95% de son capital ou de ses droits de vote est sans objet pour la Société.

4.5 Aliénation d'actions intervenues ¨ l'effet de régulariser

Il n'y a pas eu lieu ¨ de telles aliénations en l'absence d'ex

4.6 Actions d'autocontrôle des sociétés directement ou indirectement contrôlées

Au cours de l'exercice écoulé, aucune société contrôlée directe

5 ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

5.1 Administration

5.1.1 Règles de nomination ou de renouvellement des mandataires sociaux

Conformément à la loi et aux statuts, les membres du Conseil de surveillance (entre 3 et 18 personnes) sont nommés par l'Assemblée des actionnaires pour un mandat renouvelable de 6 ans. Les membres du Directoire (entre 2 et 5 personnes) sont nommés par le Conseil de surveillance pour un mandat renouvelable de 6 ans.

Les statuts de la Société sont modifiables sur décision de l'A

5.1.2 Modifications intervenues au sein des organes de direction, de surveillance ou de contrôle

Directoire

La composition du Directoire de la Société a été modifiée au cours de l'exercice 2016 :

- la fin du mandat de Monsieur François Morizet (qui avait été nommé, à titre provisoire, par tranche de deux mois renouvelable, le 15 décembre 2015) le 15 février 2016 ;

- la nomination de Monsieur Etienne Grodard à compter du 27 avril 2016 en tant que membre du Directoire et Président du Directoire ;

- la nomination de Monsieur Michel Picault à compter du 27 avril 2016 en tant que membre du Directoire ;

- la démission de Monsieur Etienne Grodard à compter du 6 décembre 2016 de ses fonctions de membre du Directoire et de Président du Directoire. Cette démission est consécutive à son départ de l'entrepr personnelles ;

- la nomination de Monsieur Guillaume de Bélair en tant que membre du Directoire et Président du Directoire à compter du 6 décembre 2016.

Aussi, au 31 décembre 2016, le Directoire était composé des deux membres suivants : Monsieur Guillaume de Bélair (Président) et Monsieur Michel Picault. La composition du Directoire est identique à ce jour.

Comme indiqué au point 1.15 ci-dessus, nous vous rappelons que Monsieur Michel Maire a été désigné en qualité d'administrateur provisoire, le 15 février 2016, au sein de la Société, par le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise. Par ordonnance du 7 juillet 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, notamment, de la reconstitution de ses organes sociaux et de la délégation donnée au Directoire le 22 juin 2016, à l'effet d'augmenter le capital social de la Société, actionnaires et du projet de réalisation de cette augmentation de capital, a décidé de mettre un terme à la mission de cet administrateur provisoire, dès le prononcé de cette ordonnance.

Conseil de surveillance

La composition du Conseil de surveillance de la Société a été modifiée au cours de l'exercice :

- la démission, le 4 février 2016, de Madame Brigitte Dumont de son mandat de membre du Conseil ;

- la nomination, par l'Assemblée Générale, de nouveaux membres du Conseil de surveillance :

    - Madame Annie Geoffroy, en remplacement de Madame Brigitte Dumont,
    - Madame Christine Monier,
    - Monsieur Jacques Kielwasser,
    - Monsieur Bernard Raboutet.

La composition du Conseil de surveillance, depuis l'issue de l'Assemblée Générale du 26 avril 2016 est la suivante :

- Monsieur Didier Cornardeau, nommé par l'Assemblée Générale, expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2017 décembre 2016 ;

- Monsieur Gérard Nicou, nommé par l'Assemblée Générale du expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2017 décembre 2016 ;

- Madame Annie Geoffroy, nommée par l'Assemblée Générale du 26 avril Dumont (démissionnaire au 4 février 2016) pour une durée tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes 31 décembre

- Madame Christine Monier, nommée par l'Assemblée Générale à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, 31 décembre 2017 ;

- Monsieur Jacques Kielwasser, nommé par l'Assemblée Générale expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018 décembre 2017 ;

- Monsieur Bernard Raboutet, nommé par l'Assemblée Générale expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018 décembre 2017.

Le Conseil de surveillance, réuni le 26 avril 2016, a confirmé Messieurs Cornardeau et Nicou dans leurs fonctions de Président et de Vice-Président du Conseil de surveillance.

Lôind®pendance des membres du Conseil de surveillance a été revue par le Comité des nominations et des rémunérations du 2 mai 2016 puis par le Conseil de surveillance du 2 mai 2016.

Le Conseil de surveillance sôest r®uni 11 fois au cours de lôexercice. Le taux de participation des membres a été de 87 % réparti comme suit :

- Monsieur Didier Cornardeau : 100%
- Monsieur Gérard Nicou : 100%
- Madame Annie Geoffroy : 50%
- Madame Christine Monier : 80%
- Monsieur Bernard Raboutet : 100%
- Monsieur Jacques Kielwasser : 90%
- Madame Brigitte Dumont : 100%

Lôensemble des crit¯res recommandés dans sa rédaction existant au 2 mai 2016 par le Code AFEP/MEDEF retenus pour appr®cier lôind®pendance des membres du Conseil de surveillance, savoir :

- ✓ ne pas être salarié ou mandataire social de la Soci®t®, salari® ou administrateur de la soci®t® mère de la Soci®t® ou quôelle consolide et ne pas lôavoir ®t® au cours des cinq dernières années ;
- ✓ ne pas °tre mandataire social dôune soci®t® dans laquelle la Soci®t® détient directement ou indirectement un mandat quelconque ou dans laquelle un salari® d®sign® en tant que tel ou un mandataire social de la Soci®t® (actuel ou lôayant ®t® depuis moins de cinq ans) d®tient un mandat dôadministrateur ;
- ✓ ne pas être client, fournisseur, banquier dôaffaires, banquier de financement significatif de la Soci®t® ou de son Groupe ou pour lequel la Soci®t® ou son Groupe repr®sente une part significative de lôactivité ;
- ✓ ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ✓ ne pas avoir ®t® auditeur de lôentreprise au cours des cinq dernières années ;
- ✓ ne pas °tre administrateur de lôentreprise depuis plus de douze ans.

Par ailleurs, il est précisé que le Conseil de surveillance a tenu compte, lors de cet examen des critères d'indépendance du Conseil, de la recommandation du Code AFEP/MEDEF selon laquelle, pour les actionnaires importants, au-del¨ dôun seuil de 10 % du capital ou des droits de vote de la Société, il convient que le conseil, sur rapport du comité des nominations, «*s*ôe*mt*oge*syst®matiquement sur la qualification dôind®pendance et de lôexistence dôun conflit dôint®r°ts potentiel*».

Lôapplication de lôensemble de ces crit¯res a conduit à retenir comme membres indépendants le Conseil de surveillance :

- Monsieur Didier Cornardeau,
- Monsieur Gérard Nicou,
- Madame Annie Geoffroy,
- Madame Christine Monier.

Monsieur Jacques Kielwasser et Monsieur Bernard Raboutet qui détiennent directement ou indirectement 10 % du capital ne répondent pas aux critères énumérés.

Soit un total de 4 sur 6 membres, représentant 67% de lôeffectif

Le Conseil de surveillance comprend donc, ¨ ce jour, deux femmes et quatre hommes, soit un écart de deux entre le nombre des membres de chaque sexe dans un Conseil de moins de douze membres, conformément à lôarticle L. 69-1 du Code de commerce entré en vigueur le 1er janvier 2017.

Le mandat de Monsieur Didier Cornardeau ainsi que celui de Monsieur Gérard Nicou arriveront à expiration ¨ lôissue de lôAssemblée Générale du 23 juin 2017. Aussi, nous vous inviterons, lors de cette Assemblée Générale, à statuer sur le renouvellement du mandat de ces deux membres, pour une durée de trois années qui sera appelée en 2019 ¨ statuer sur les comptes de lôexercice clos le 31 décembre 2018 (7ème et 8ème résolutions). Nous vous inviterons également à statuer sur la nomination de deux nouveaux membres du Conseil de surveillance, Madame Roseline Glaizal et Monsieur Stievenart (9ème et 10ème résolutions).

5.1.3 Comités spécialisés

La Société dispose dôun Comité dôaudit, dôun Comité des rémun

Ces comités sont tous présidés par le Président du Conseil de surveillance en exercice.

- **Comité dôaudit**

Le Comité dôaudit er janvier 2016, de 3 membres (Monsieur Didier Cornardeau, Monsieur Gérard Nicou et Madame Brigitte Dumont).

A la suite de la nomination des nouveaux membres du Conseil de surveillance par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016 (ainsi qu'indiqué au point 5.1.2 ci-dessus), le Conseil de surveillance ainsi reconstitué a, à cette même date, statué sur la composition du Comité dôaudit.

Depuis cette décision du Conseil de surveillance, le Comité est composé de 4 membres (Monsieur Didier Cornardeau, Monsieur Gérard Nicou, Madame Annie Geoffroy et Monsieur Jacques Kielwasser), dont 3 indépendants, ce qui rend la composition du Comité conforme au Code AFEP-MEDEF qui prescrit que ce Comité doit comporter au moins deux tiers de membres indépendants. Le Comité dôaudit est présidé par Monsieur Didier C

Le Comité dôaudit a procédé et consolidés 2015 et des comptes semestriels 2016 ainsi que des engagements hors bilan associés. Il a également examiné la situation de trésorerie et les démarches engagées afin de la consolider, les perspectives financières, le plan dôaudit ains Le Comité dôaudit des fois en 2016 avant la tenue des Directoire Le taux de présence de ses membres a été de 100% réparti comme suit :

- Monsieur Didier Cornardeau : 100%
- Monsieur Gérard Nicou : 100%
- Madame Annie Geoffroy : 100%
- Monsieur Bernard Raboutet : 100%

- **Comité des rémunérations et nominations**

Le Comité des rémunérations et nominations était composé, au 1er janvier 2016, de 3 membres (Madame Brigitte Dumont, Monsieur Didier Cornardeau et Monsieur Gérard Nicou).

A la suite de la nomination des nouveaux membres du Conseil de surveillance par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016 (ainsi qu'indiqué au point 5.1.2 ci-dessus), le Conseil de surveillance ainsi reconstitué a, à cette même date, statué sur la composition du Comité des rémunérations et nominations.

Depuis cette décision du Conseil de surveillance, le Comité des rémunérations et nominations est composé de 4 membres (Monsieur Didier Cornardeau, Monsieur Gérard Nicou, Madame Christine Monier et Monsieur Bernard Raboutet), dont 3 indépendants.

Le Comité des rémunérations fois en 2016 et le taux de présence des membres a été de 95 % réparti comme suit :

- Monsieur Didier Cornardeau :100%
- Monsieur Gérard Nicou :100%
- Madame Christine Monier : 80%
- Monsieur Bernard Raboutet :100%

- **Comité stratégique**

Le Comité stratégique réunit lôensemble des membres du Conseil

Les missions exactes des comités susvisés sont détaillées dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance auquel nous vous invitons à vous référer pour plus dôinformation à ce

5.1.4 Jetons de présence

LôAssemblée Générale du 30 juin 2016 a fixé le montant global des jetons de présence revenant aux membres du Conseil de Surveillance au titre de lôexercice clos le 31 déc

Sur décision du Conseil de surveillance, ce montant a été réparti au prorata du temps en fonction avec une majoration de 50 % au titre des fonctions de Président.

Les membres du Conseil de surveillance ne perçoivent aucune autre forme de rémunération que les jetons de présence dont les montants se répartissent comme suit (Code AFEP-MEDEF – tableau 3) :

Mandataires sociaux non dirigeants	Montants versés en 2015	Montants versés en 2016
M. Gérard Nicou Membre et Vice-Président	220 ú	7.318,50 ú
M. Didier Cornardeau Membre et Président	4.990 ú	10.978,80
Mme Christine Monier Membre	NA	2769 ú
Mme Annie Geoffroy Membre	NA	1.846,20 ú
M. Bernard Raboutet Membre	NA	3.604, 5 ú
M. Jacques Kielwasser Membre	NA	2.769 ú
Mme. Brigitte Dumont Membre jusquôau 4 f	4.940 ú	714 ú

En accord avec la recommandation du Conseil de surveillance, le Directoire propose le versement de jetons de présence en faveur du Conseil de surveillance à hauteur de 85. 000 ú pour l(11ème résolution)ce 2017

5.2 Commissariat aux Comptes

Les mandats des deux commissaires aux comptes de la Société (Mazars et Boissière Expertise Audit) et de leurs suppléants ont été renouvelés pour une durée de 6 exercices par lôAssembl®e g®n®rale du 30

Lôun des commissaires aux comptes suppléants, Monsieur Pierre Kuperberg, ayant décidé de démissionner de ses fonctions ¨ la suite de lôAssembl®e g®n®rale autres mandats auprès de sociétés membre cotées), RSM Paris a été nommée en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, pour la durée restante du mandat prenant fin ¨ lôissue de lôAssemblée Générale des actionnaires appel®e ¨ statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Suite à la démission du Commissaire aux comptes titulaire Boissière Expertise Audit intervenue ¨ la fin de l Paris est devenue Commissaire aux comptes titulaire pour la durée du mandat restant à courir, soit jusquôà lôissue de lôAssemblée Générale des actionnaires appel®e ¨ statuer sur les comp

Findinter a ®t® nomm®e Commissaire aux comptes suppl®ant par RSM Paris devenue Commissaire aux comptes titulaires, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusquôà lôissue de lôAssemblée Générale des actionnaires appel®e ¨ statuer sur les comp

Il résulte de ces différentes modifications que les Commissaires aux comptes de la Société sont les suivants :

- Mazars et RSM Paris en qualité de Commissaires aux Comptes titulaires ;
- Findinter et Monsieur Raymond Petroni, en qualité de Commissaires aux comptes suppléant.

Le mandat de lôensemble de ces Commissaires aux comptes arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale des actionnaires appel®e ¨ statuer sur les comptes. de lôexercice clos le 31 d®

5.3 Actionnariat

Le capital social est composé de 21.253.024 titres nominale de 0,16 titres sont intégralement autorisés, ®mis et lib®r®s. Les statuts ne pr®voient pas de droit de vo transfert dôactions. Aucun titre ne comporte de droits spéciaux ¨ ce jour d

En fonction des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de Commerce, le tableau ci-dessous (i) mentionne l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générale et (ii) fait également apparaître les modifications intervenues au cours de l'exercice :

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
Ormylia/J. Kielwasser	18,8 %	19.5 %	22.34%
ISA Finance/Socodol/M. et Mme. B. Raboutet	17,7 %	18.1 %	20.49%

Déclaration de franchissement de seuil, à la hausse comme à la baisse ou déclaration d'intention à la Société au cours de l'exercice 2016

- Monsieur Noël Goutard a déclaré à l'AMF avoir franchi en baisse, le 3 août 2016, par l'intermédiaire de NG Investments qu'il contrôle, les seuils de 20% du capital et des droits de vote de la Société et détenir, directement et indirectement, 19,91% du capital et des droits de vote de la Société.
  Ce franchissement de seuils résulte d'une cession d'actions Riber sur le marché. À cette occasion, la société NG Investments a franchi individuellement en baisse les mêmes seuils.

  Monsieur Noël Goutard a déclaré à l'AMF avoir franchi en baisse, le 26 août 2016, par l'intermédiaire de NG Investments qu'il contrôle, les seuils de 15% du capital et des droits de vote de la Société et détenir, directement et indirectement, 14,78% du capital et des droits de vote du spécialiste de la Société.
  Ce franchissement de seuils résulte d'une cession d'actions Riber sur le marché. À cette occasion, la société NG Investments a franchi individuellement en baisse les mêmes seuils.

  L'AMF a indiqué que Monsieur Noël Goutard a déclaré avoir franchi en baisse, le 20 septembre 2016, indirectement, par l'intermédiaire de la société qu'il contrôle, les seuils de 10% du capital et des droits de vote de la société Riber et détenir, directement et indirectement, 2 119 150 actions Riber représentant autant de droits de vote, soit 9,97% du capital et des droits de vote de cette société.
  Ce franchissement de seuils résulta d'une cession d'actions Riber sur le marché. À cette occasion, la société NG Investments a franchi individuellement en baisse les mêmes seuils.

  Par courrier reçu le 4 octobre 2016, Monsieur Noël Goutard a déclaré avoir franchi en baisse, le 3 octobre 2016, indirectement, par l'intermédiaire de la société par actions du capital et des droits de vote de la Société. Il détenait à cette date 3,88% du capital et des droits de vote de la Société.
  Ce franchissement de seuils de la Société sur le marché, une cession d'actions

- Madame Isabelle Raboutet et Monsieur Bernard Raboutet ont déclaré à l'AMF avoir franchi de concert en hausse, le 17 août 2016, directement et par l'intermédiaire des I.S.A. Finances et Socodol qu'ils contrôlent, les seuils de 20% du capital et des droits de vote de la Société et détenir de concert, à cette date, 20,49% du capital et des droits de vote de cette société.
  Ce franchissement de seuils résulte de l'augmentation de capital de Riber, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un montant global de 1,39 million d'euros.
  À cette occasion, Madame Isabelle Raboutet et Monsieur Bernard Raboutet ont franchi individuellement en hausse les seuils de 5% du capital et des droits de vote de Riber et la société I.S.A. Finances a franchi individuellement en hausse les seuils de 10% du capital et des droits de vote.

- En souscrivant à l'augmentation de capital susvisée, Monsieur Jacques Kielwasser a franchi en hausse, le 17 août 2016, par l'intermédiaire de la société par actions simplifiée Ormylia qu'il contrôle, les seuils de 20% du capital et des droits de vote de la Société, détenant 4 748 702 actions de la Société représentant autant de droits de vote, soit 22,34% du capital et des droits de vote de cette société. Lors du précédent franchissement de seuil signalé par Monsieur Jacques Kielwasser à l'AMF, le 21 mai 2013, ce dernier pointait à 15,06% du capital.

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant, directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Enfin, la Société n'a pas connaissance d'accords ou d'engagements de conservation conclus par ses actionnaires.

Au 31 décembre 2016, la Société détient 202 actions propres figurant en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 270 €. Sur la base du cours de bourse moyen du mois de décembre 2016, correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2016, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2016 était de 189 €.

D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation de cotation figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour 15 699 actions propres par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2016, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2016 était de 15 699 €. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation s'élève à 193 K€ et a été classée au bilan en actifs financiers.

Ces titres sont détenus dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie

5.4 Renseignements relatifs à la participation des salariés

5.4.1 Etat de la participation des salari®s au capital social au

Au 31 d®cembre 2016, de la Société détenue de manière collective par les salariés de la Société ou par les salari®s des soci®t®s qui lui sont li®es au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce (par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un fonds commun de placement d'entreprise Riber détenue directement par d'entreprise ou indirectement par les salariés en application des dispositions visées par l'alinéa 1 de l'article L. 225-102 du Code de commerce).

Au 31 d®cembre 2016, ¨ titre individuel, l'actionnariat des salariés du Groupe est sans actionnaires.

5.4.2 Op®rations r®alis®es au titre des options d'achat ou de s de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 d®cembre 2016, aucune op®rat

Nous vous rappelons qu'aucune nouvelle autorisation d'attrib consentie par l'assemblée des actionnaires depuis 2010 et que les p place à la suite des autorisations données par les assemblées générales mixtes de Riber en date des 13 juin 2001 et 13 juin 2002 ont été mis en œuvre et sont clos respectivement en date

Vous trouverez dans le rapport annuel 2009, sous forme de tableaux, les informati Code de commerce concernant ces deux attributions.

Enfin, nous vous rappelons que l'assemblée générale mixte de l'octroi d'options d'achat d'actions ¨ des membres du personn sociaux désignés par la loi, mais qu'en conséquence, l'autorisation donnée à ce titre devenue caduque en mai 2011.

5.4.3 Attributions gratuites d'actions et stock-options

Au cours de l'exercice clos le 31 d®cembre 2016, aucune attri

Nous vous rappelons qu'aucune nouvelle autorisation n'a été donnée à ce titre par actionnaires depuis 2007 et que le plan d'attributions gratuites décidé par l'assemblée générale mixte de Riber du 15 juin 2007 est clos a expiré le 20 décembre 2010.

En conséquence, les tableaux 1, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du Code AFEP-MEDEF ne sont pas applicables. Vous trouverez dans le rapport 2010, sous forme de tableaux, les informations prescrites par l'article L. 225-197-4 du Code de commerce concernant cette attribution.

5.5 Documents accessibles au public

La Société dispose (www.riber.com) permettant de consulter sous la (section « investisseurs » tout document réglementaire, incluant les statuts, le règlement du Conseil de surveillance et de ses comités spécialisés, les informations financières historiques et les communiqués de presse émis.

6 ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Structure du capital de la Société
La structure du capital de la Société ainsi que les franchissements de seuil et intentions éventuellement déclarés au cours de l'exercice ¨s ont été détaillés au § 5.3 du présent rapport.

Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et droits de vote doubles
Les statuts ne prévoient pas de restriction particulière des droits de vote ni de droit de vote double.

Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société
La structure du capital de la Société ¨ la date du présent rapport est connue compte des participations directes et indirectes.

Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel
La Société ne dispose pas à ce jour de système d'actionnariat du personnel.

Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance
Nous nôavons pas connaissance dôaccord formalis® entre action
ou ¨ lôexercice des droits de vote.

Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Directoire ainsi qu'à la modification des statuts de la Société
Les statuts prévoient que les membres du Directoire sont nommés par le Conseil de surveillance et révocables par
lôAssemblée Générale des actionnaires. Les statuts de la Société son

Pouvoirs du Directoire (émission ou rachat d'actions)
LôAssemblée Générale du 22 juin 2016 a voté en faveur de la procédure au rachat dôune
dôactions de et lean Sfoaciété dôune augmentation de capital avec ma
actionnaires.

Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société
La participation minoritaire de Riber ¨ la SAS IPVF (Institut
quôun actionnaire ou groupe dôactionnaire détient plus de 50 %

Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Directoire en cas de cessation de fonctions
Il nôexiste pas dôaccord particulier prévoyant des indemnités

7 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MANDATAIRES SOCIAUX

7.1 Dirigeants mandataires sociaux

Le Directoire est composé de 2 à 5 membres nommés pour des mandats de six ans renouvelables expirant lors de
lôAssemblée générale annuelle. Ils exercent leurs fonctions s
dôemploi Code AFEP-MEDEF - (tableau 11) :

Dirigeant	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités en cas de cessation ou changement de fonction		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
M. Etienne Grodard Président du Directoire Début mandat : 27/04/2016 Fin mandat : 06/12/2016		X		X		X		X
M. Guillaume de Bélair Président du Directoire - Début mandat : 06/12/2016 Membre du Directoire - Début mandat : 06/12/2016		X		X		X		X
M. Michel Picault Membre du Directoire Début mandat : 27/04/2016		X		X		X		X
M. François Morizet Président du Directoire * Début mandat : 15/12/2015 Fin mandat : 15/02/2016		X		X		X		X

**Monsieur François Morizet a été nommé à titre transitoire pour une durée de deux mois.*

Comme indiqué au point 1.15 du présent rapport, M. Michel Maire a assumé les fonctions
Société, conformément aux termes de lôordonnance du Président

7.2 Conventions visées aux articles L.225-86 et suivants et L.225-90-1 du Code de commerce

- <u>Conventions réglementées autorisées au cours de lôexercice</u>

Le 21 juin 2016, le Conseil de Surveillance a autorisé la c
Monsieur Bernard Raboutet, Madame Isabelle Raboutet, SAS INTERNATIONAL SOCIETY ACTIVITIES FINANCES ï ISA, SAS SOCODOL, Monsieur Jacques Kielwasser, SAS ORMYLIA, Monsieur Michel Maire et Monsieur Etienne Grodard.

Au titre de cette convention, conclue le 22 juin 2016 :

(i) Monsieur Bernard Raboutet, Madame Isabelle Raboutet, SAS INTERNATIONAL SOCIETY ACTIVITIES FINANCES ï ISA, SAS SOCODOL, Monsieur Jacques Kielwasser et SAS ORMYLIA se sont engagés à (a) voter, lors de lôAssemblée Générale du 22 juin 2016, en faveur de la délégation avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et à (b) participer à la souscription de cette augmentation de capital,

(ii) Le Président du Directoire a engagé à ce que le Directoire fasse usage de la délégation dôaugmentation de capital effectivement adoptée par lôAssemblée

(iii) Monsieur Michel Maire, en sa qualité dôAdministrateur, Monsieur Bernard Raboutet, en sa qualité de Président du Directoire et Monsieur Bernard Raboutet, Madame Isabelle Raboutet, SAS INTERNATIONAL SOCIETY ACTIVITIES FINANCES ï ISA, SAS SOCODOL, Monsieur Jacques Kielwasser et SAS ORMYLIA se sont engagés à se désister et à accepter le désistement de lôinstance devant le Tribunal de Commerce de Bordeaux.

Cette convention a fait lôobjet dôun rapport spécial des Commissaires aux Comptes présenté à lôAssemblée Générale (5ème résolution) du 23 juin 2017

➢ *Conventions autorisées au cours dôexercices antérieurs*

Les conventions autorisées par le Conseil de Surveillance et conclues au cours des exercices antérieurs ont été déclarées aux Commissaires aux Comptes. Elles sont mentionnées dans leur rapport spécial présenté à lôAssemblée Générale statuant sur les comptes de lôexercice 2016.

Il sôagit des conventions suivantes conclues avec la filiale Riber Inc., détenue à 100 % par Riber SA suivantes :

¶ autorisation de se porter caution afin de permettre lôoctroi de garanties et cautions commerciaux ;

Cette autorisation nôa pas été utilisée au cours de lôexercice 2016.

¶ convention dôassistance prévoyant la fourniture de prestations dont résultait la facturation dôune redevance annuelle de 100 K$.

La convention nôa pas été exécutée au cours de lôexercice 2016.

Nous vous rappelons que conformément à la législation, les conventions qui perdurent dans le temps ont été soumises à la revue annuelle par le Conseil de surveillance.

7.3 Rémunération des mandataires sociaux

En vertu de lôarticle L. 225-102-1 du Code de commerce, le détail des rémunérations et avantages de toute nature versés, au cours de lôexercice écoulé, à chacun des mandataires par Riber, au sens de lôarticle L. 225-102-1 du Code de commerce, est fourni dans le tableau ci-après.

Nom des mandataires sociaux ú	Qualité	Montant total brut de la rémunération fixe	Retenue pour congés sans soldes et indemnités maladies	Montant total brut de la part variable versée au cours de la période	Montant total brut des indemnités de départ versées au cours de la période	Montant des avantages de toute nature	**Montant total brut des rémunérations versées par la Société en 2016**	Montant total des rémunérations versées par les sociétés contrôlées	Montant des avantages de toute nature versés par les sociétés contrôlées	**Montant total brut des rémunérations versées par la Société en 2015**
Etienne Grodard (1)	Président du Directoire	73 247	0	0	0	0	**73 247**	néant	néant	**NA**
Guillaume de Bélair (2)	Président du Directoire	7 197	0	0	0	0	**7 197**	néant	néant	**NA**
Michel Picault (3)	Membre du Directoire	54 286	0	0	0	0	**54 286**	néant	néant	**NA**
François Morizet (4)	Président du Directoire	**NA**	**NA**	**NA**	**NA**	**NA**	**NA**	**NA**	**NA**	**[Cf. Remarque ci-dessous]**

(1) Monsieur Etienne Grodard a démissionné de son mandat de Président du Directoire avec prise d'effet le 6 décembre 2016.

(2) Monsieur Guillaume de Bélair a été nommé membre et Président du Directoire de Riber avec prise d'effet

(3) Monsieur Michel Picault a été nommé membre du Directoire le 27 avril 2016.

(4) Le mandat de Monsieur François Morizet en qualité de Président du Directoire s'est achevé lors de la réunion du 15 avril 2016 et Monsieur François Morizet a

La part variable de la r®mun®ration des membres du Directoire d®pend de l'atteinte d'objectifs d'exercice sous le contr¹le du Conseil de surveillance (apr¯s examen par le Comit® des r®mun®rations et nominations) et de crit¯res quantitatifs (chiffre d'affaires, r®sultat net, ...). La part variable pourra repr®senter entre 10 % et 40 % de la r®mun®ration fixe annuelle.

Les sommes sont vers®es au d®but du nouvel exercice apr¯s quantification des objectifs et sur d®cision du Conseil de surveillance (apr¯s examen par le Comit® des r®mun®rations et nominations). Il est toutefois pr®cis® que, depuis l'entr®e en vigueur de la loi « Sapin II » n°2016-1691 du 9 décembre 2016, les rémunérations variables ou exceptionnels attribués au titre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017 ne pourront être versés qu'après approbation de la rémunération par l'assemblée générale des actionnaires.
Conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF auquel se réfère la Société en application du Code du commerce, doivent °tre soumis ¨ l'avis des actionnaires les ®l®ments de la r®mun®ration due ou attribu®s au titre de l'exercice clos à chaque Dirigeant mandataire social. En conséquence, il est proposé à l'Assemblée générale mixte de se prononcer d'abord sur les ®l®ments suivants (12ème à 14ème résolutions) relatifs à la r®mun®ration due ou attribuée à M. Etienne Grodard, puis sur la politique de r®mun®ration des autres membres du Directoire (15ème résolution) présentés au présent point 7.3. (Code AFEP-MEDEF ï tableau 2) :

M. Etienne Grodard Président du Directoire	**Exercice 2015**		**Exercice 2016**	
	Montants dus[1]	Montant versés[2]	Montants dus	Montant versés
Rémunération fixe	NA	NA	73 247	73 247
Rémunération variable	NA	NA		
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature				
TOTAL (hors intéressement)	**NA**	**NA**	**73 247**	**73 247**

(1) Monsieur Etienne Grodard a démissionné de son mandat de Président du Directoire avec prise d'effet le 6 décembre 2016.

M. Michel Picault Membre du Directoire	**Exercice 2015**		**Exercice 2016**	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montant versés
Rémunération fixe	NA	NA	54 286	54 286
Rémunération variable	NA	NA		
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature				
TOTAL (hors intéressement)	**NA**	**NA**	**54 286**	**54 286**

M. Guillaume de Bélair Président du Directoire	**Exercice 2015**		**Exercice 2016**	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montant versés
Rémunération fixe	NA	NA	7 197	7 197
Rémunération variable	NA	NA		
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature				
TOTAL (hors intéressement)	**NA**	**NA**	**7 197**	**7 197**

M. François Morizet (2) Président du Directoire	**Exercice 2015**		**Exercice 2016**	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montant versés
Rémunération fixe				
Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature				
TOTAL (hors intéressement)				

(2) Le mandat de Monsieur François Morizet en qualité de Président du Directoire a pris fin le 15 février 2016. Monsieur François Morizet était rémunéré par la société Riber jusqu'à cette date et n'a donc perçu aucune rémunération pour ce mandat en 2016.

Il est également soumis à l'Assemblée Générale du 23 juin 2017 de se prononcer sur les ®l®ments de la r®mun®ration attribuée à Monsieur Didier Cornardeau, en qualité de Président du Conseil de surveillance (16ème résolution).

A titre purement informatif, nous vous signalons que le montant de la rémunération de Monsieur Michel Maire pour ses fonctions d'administrateur provisoire de la Soci®t® exerc®es jusqu'à sa nomination en tant que Président du Tribunal de Commerce de Pontoise du 15 février 2016 s'élève à 11 750 €.

[1] Rémunérations attribuées au mandataire social au titre de ses fonctions au cours de l'exercice, indépendamment de leur versement.

[2] Intégralité des rémunérations versées au mandataire social au cours de l'exercice.

7.4 Informations relatives aux mandats ou fonctions exercés dans toute société par les mandataires sociaux

La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société commerciale par chacun des mandataires sociaux de la Société, au cours de l'exercice écoulé est fournie ci-après sur la base des déclarations effectuées :

MEMBRES DU DIRECTOIRE					
Nom des mandataires sociaux	**Nationalité**	**Age**	**Mandats ou Fonctions**	**Société dans laquelle le mandat ou la fonction est exercé**	**Lieu du siège social de la Société**
Etienne Grodard (1)	Française	43	Président Gérant	Bee sphere energy	France
Guillaume de Bélair (1)	Française	39	Administrateur indépendant Président	Marie Brizard Wine & Spirits Panda Equity research	France
Michel Picault	Française	62	Gérant Gérant	ODAMI LAKMI	France
François Morizet	Française	57	Néant	Néant	Néant

(1) Etienne Grodard et Guillaume de Bélair ne reçoivent aucune rémunération en qualité de Président de Riber Korea Co.

(2) Michel Picault ne reçoit aucune rémunération en tant que Président de Riber Inc.

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE					
Nom des mandataires sociaux	**Nationalité**	**Age**	**Mandats ou Fonctions**	**Société dans laquelle le mandat ou la fonction est exercé**	**Lieu du siège social de la Société**
Didier Cornardeau	Française	67	Néant		
Gérard Nicou	Française	70	Administrateur Administrateur et Vice-président Administrateur Gérant & Créateur	B Media 2013 B Media 2014 (SA) Caisse Locale du Crédit Agricole du Val de Bièvre GECI International CITS	France
Brigitte Dumont	Française	58	Néant		
Annie Geoffroy	Française	63	Néant		
Jacques Kielwasser	Française	65	Gérant	Ormylux SARL	Luxembourg
Bernard Raboutet	Française	74	Directeur Général Gérant	ISA Finances SCI de la Pointe d'Andey	France
Christine Monier	Française	61	Administratrice Administratrice Gérante	Toupret SA Mr Bricolage AMI SARL	France

7.5 Transactions des mandataires sociaux, des personnes exerçant de responsabilités dirigeantes et des personnes ayant un lien personnel étroit avec eux

Conformément ¨ lôarticle L. 621-18-2 du code monétaire et financier et ¨ lôarticle 223-26 du r¯glement g®n®ral de lôAMF, le tableau récapitulatif des opérations mentionn®es ¨ lôarticle 19 du r¯glement europ®en en date du 16 avril 2014 (incluant, notamment, les acquisitions, cessions, souscriptions et échanges de titres) réalisées au cours en 2016 par (i) les membres du Directoire et du Conseil de surveillance, (ii) les personnes ayant le pouvoir de prendre des décisions de gestion concernant lévolution et la stratégie de la Société, et dautre part un acc¯s régulier à des informations privilégiées concernant directement ou indirectement la Société ainsi que (iii) les personnes ayant des liens personnels étroits avec les personnes susvisées, est fourni ci-après (données déclaratives) :

	Nombre de titres détenus au 31/12/15	Achats	Ventes	Nombre de titres détenus au 31/12/16
Mme Christine Monier	NA	20	0	20
Mme Annie Geoffroy	NA	0	0	5
Mme Brigitte Dumont	600	NA	NA	NA
M Didier Cornardeau	1 634	0	0	4 797
M Gérard Nicou	28 372	0	0	28 442
M Jacques Kielwasser	NA	0	0	4 746 202
M Bernard Raboutet	NA	0	0	4 355 039
M François Morizet	0	0	0	0
M Michel Picault	NA	0	0	0
M Guillaume de Bélair	NA	0	0	25 000
M Etienne Grodard	NA	0	0	0

8 RISQUES ET INCERTITUDES

Sous le contr¹le du Comit® dôAudit, la Soci®t® proc¯de p®riodiquement ¨ une revue des risques susceptibles dôavoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs. Elle consid¯re quôil nôy a pas dôautres risques significatifs que ceux présentés ci-dessous.

8.1 Information sur les risques li®s ¨ lôactivit® du Groupe

Risques dô®chec ou de retard de d®veloppement des produits

Sur le march® mature des machines dô®pitaxie par jets mol®culaires (machines dites de production), Riber a une exp®rience et un savoir-faire technologique reconnus. Bien que la Société maîtrise en interne les principales technologies nécessaires à la conception des machines (métallurgie, mécaniques sous ultravide, automatismes, évaporation de matériaux complexes, déposition de couches minces épitaxiées ou non), le développement de nouveaux composants ou nouvelles machines pour les laboratoires de recherche ou les industriels peut se révéler plus complexe quôinitialement prévu dans la finalisation des projets et entrainer des retards dans la mise en production.

Afin de r®duire ces risques, Riber organise ses d®veloppements sous la forme de projet qui réunit les compétences nécessaires au bon déroulement de celui-ci et qui assure le contrôle rigoureux des principaux jalons de celui-ci.

Risque de dépendance vis-à-vis des activités principales

La strat®gie d®ploy®e vise ¨ d®velopper et rentabiliser son activité de composants moléculaires, notamment au travers du développement des activités de service qui complètent de façon récurrente le chiffre dôaffaires, tout en diversifiant ses activit®s de composants vers des marchés industriels à fort potentiel.

A ce titre, une r®flexion strat®gique est engag®e en anticipation du renouvellement du plan stratégique à moyen terme ; cette r®flexion sôappuie sur un effort de prévisions financières réalisées par le contrôle de gestion. Les travaux sont présentés lors de réunions spécifiques du Comité stratégique, émanation du Conseil de surveillance.

Risques liés à la concurrence

La concurrence sur le marché des machines EJM et des pièces détach®es ou accessoires sôy rattachant est forte. Riber est en concurrence avec plusieurs sociétés principalement engagées dans la conception, la fabrication et la commercialisation

des machines EJM et des pièces détachées. Les principaux éléments de différenciation sur le sôy r
marché sont les performances et/ou le coût de possession, la qualité, et le délai de livraison.

Il se pourrait que les concurrents perfectionnent leurs machines existantes ou développent des générations futures de machines EJM dont le prix, le délai de livraison et la performance seraient meilleurs que ceux des produits développés par Riber. Une pression concurrentielle accrue pourrait mener à une intensification de la concurrence par les prix entraînant une baisse des prix et des marges, qui nuiraient au résultat dôex
pour demeurer compétitif.

Les avancées en matière de technologies de production de semi-conducteurs composés alternatives pourraient réduire la compétitivité de la technologie EJM qui est une te-conducteurs p
composés (MOCVD, é).

La capacité de Riber ¨ rester compétitif dépendra de ses machines EJM et de lee lôa
lôintroduction de nouveaux produits afin de satisfaire de fa-c

Le risque concurrentiel concerne également les nouveaux march
dôinnovera performances et/ou le coût de possession, la qualité, et le délai de livraison ainsi que la qualité des partenariats et la réactivité (proximité technique et géographique) sont des facteurs différenciants.

Risques de dépendance vis-à-vis de certains clients

Les achats de machines EJM couvrant des besoins pluriannuels et la clientèle étant diversifiée, Riber est faiblement exposée au risque de dépendance vis-à-vis de certains de ses clients. A ce titre, aucun client ne représentait plus de 16 % du chiffre dôaffaires en 2016 annuel

Risque pays

Les activités de la société (R&D, production, traitants sont localisés en ation
France. A lôétranger, Riber dispose en vue, localisées aux Etats-Unis et en ial
Corée du Sud ainsi quôun bureau de représentation localisé en
de pays dont aucun nôest sujet ¨ une forte exportes BPI France. it® politi

Risques liés ¨ la nécessité de conserver, dôattirer et de ret

Riber profite dôune forte réputation auprès de ses clients et de son savoir-faire pour dôattirer des personnel qualifié et porte attention au développement e
de formation, dôintéressement ¨ la performance et de promotio
formation des personnels contribuent ¨ lôefficacité de la fonction Res

Risques industriels liés ¨ lôenvironnement et ¨ lôutilisation

Une activité du site principal de la société est soumise à autorisation préfectorale. La Société est en contact régulier avec les services de la Préfecture qui visite le site une fois par an, et elle se conforme strictement aux recommandations formulées. Par ailleurs, le Comité dôHygiène, de Sécurité et de partie de son activité. Conditi
vérifier les conditions de sécurité et de protection des perso

La Société consacre chaque année un budget significatif à ses sf de
installations.

Risques industriels liés à la centralisation des installations de production

Lôensemble des biens de la Société, et notamment ses stocks de matières premières, est situé au siège social de Bezons au sein de ses installa
elle est entièrement propriétaire. En raison de la centralisation de son activité de production, Riber est exposée à des interruptions de son activité liées ¨ des coupures de courant dôautres troubles publics ainsi quôà des actes de destruction. Des interruptions prolongées pourraient nuir
traduire par la non-réalisation ou le report de certaines ou de la totalité des ventes.

Risques industriels liés ¨ lôexploitation des installations

Le site de Bezons profite de plusieurs dispositifs de sécurité contre le vol, les dégradations, le piratage informatique, ainsi que de dispositif de prévention des risques et de gestion de continuité. Au travers des processus et des infrastructures, une attention particulière est portée ¨ la sécurité des personnels, ¨ la continue. Aucun sinistre majeur nôest ¨ déplorer ¨ ce jour.

La Société a mis en place une politique de couverture des principaux risques au travers de polices dôassur
aux conditions habituelles du marché. Lôune de ces polices co
aux installations.

8.2 Information sur les risques financiers

Risques de marché en cas de variation des taux de change

Le résultat d'exploitation de Riber peut être affecté par des variations de taux de change, principalement celui entre l'euro et le dollar américain. En effet, la plupart des charges d'exploitation de Riber sont libellées en euros alors qu'une partie de son chiffre d'affaires consolidé est libellé en dollars américains (Etats-Unis et au Canada). La politique de Riber est de surveiller et de réduire ce risque de change.

Riber est indirectement exposée au risque de change dans le cas où les budgets de ses clients sont libellés en monnaie locale. Une dévaluation significative de ces monnaies peut avoir un impact sur les marges réalisées.

Risques de marché en cas de variation des taux d'intérêts

Le Groupe est désendetté au 31 décembre 2016. Il est donc peu exposé à une baisse des taux d'intérêt.

Risques de marché en cas de variation des cours des actions

Le risque sur actions correspond à une variation défavorable que sur ses propres titres et ce dans le cadre du contrat de tenue de marché et de liquidité dont la gestion est assurée par Oddo Corporate finance. Les interventions effectuées en 2016 sont résumées dans le Rapport de gestion du Directoire ainsi que dans le rapport spécial du Directoire sur le programme de rachat d'actions propres joint au Rapport annuel.

Au 31 décembre 2016, la Société détient 202 actions propres pour un montant brut de 1 correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2016, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2016 était de 1 819 €. Par ailleurs, dans le cadre des contrats de liquidité, la Société détenait au 31 décembre 2016, 166 650 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 1 093 429 € par action correspondant au cours de bourse moyen de décembre 2016 était de 155 699 €.

Risques de liquidité et de trésorerie

Au 31 décembre 2016, la trésorerie du groupe s'établit à 2.5 M€ compte tenu du cycle de réalisation des commandes de machines (qui varie entre 7 à 10 mois) et des termes de paiement, est d'environ 12 mois glissant. L'état de la trésorerie et des prévisions est présenté aux instances de Direction de la Société.

Du fait des perspectives de trésorerie et du niveau des encours, il n'existe pas de risque de liquidité d'exploitation.

La Société procède périodiquement à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Risques de financement à moyen terme

Au 31 décembre 2016, la Société est entièrement désendettée.

Afin de limiter les risques induits, la Société recherche activement auprès d'organismes publics (subventions, avances remboursables, etc.) et auprès de ses clients (versements d'études, acomptes à la commande, etc.).

Risques de marché en cas de variation des cours des matières premières

Les produits fabriqués par Riber nécessitent l'achat d'acier inoxydable, de céramiques réfractaires destinés à la production de certains composants mécaniques. Ces derniers matériaux représentent entre 2 % et 5 % du prix de revient des machines EJM.

Afin de se prémunir du risque de variation des cours de ces matériaux, la Société dispose de stocks de sécurité et diversifie dans la mesure du possible ses sources d'approvisionnement. Les variations sont prises en compte lors de la tarification des produits et la Société n'a pas conclu de contrats majeurs d'achat à terme.

Risques de contrepartie

La Société travaille avec des banquiers et assureurs de premier plan et veille à la santé financière de ses principaux fournisseurs, prestataires de service, partenaires stratégiques et représentants commerciaux. Bien qu'elle estime avoir la capacité de diversifier ses sources d'approvisionnement en cas

continuit® de ses op®rations, elle reste d®pendante des produits du cer
commerce qui pourrait entrainer des retards de livraisons ou des décalages de croissance.

Risques de fluctuation des r®sultats en cours dôann®e

La part du chiffre dôaffaires r®alis®e au cours du 4ème trimestre repr®sente une proportion importante du fait du cycle
des livraisons de syst¯me EJM. La r®partition du chiffre dôaffaires intervenant g®n®ralement ¨ la production dôun ou plusieurs syst¯mes et disponibilit® sur les r®sultats de peu de lôexercice.

	2014	2015	2016
1er trimestre	11 %	21 %	9 %
2ième trimestre	18 %	23 %	34 %
3ième trimestre	26 %	16 %	7 %
4ième trimestre	45 %	40 %	50 %

La forte concentration récurrente des livraisons sur le second semestre peut rendre les résultats semestriels nettement déficitaires et avoir un impact défavorable sur la situation financière à mi année (absence de complète couverture des charges fixes). Ces fluctuations dôactivit® rendent de fait difficile quôindicateur de tendances.

Risques de fraude

La Société attache une attention particuli¯re ¨ la pr®vention et la d®tection de fraudes, notamment par la sensibilisation des personnels (en impliquant éventuellement des intervenants extérieurs comme les partenaires bancaires, les assureurs, la DCRI, les principaux processus critiques ont fait l'objet de mise en place de dispositifs adaptés (d®l®gations de pouvoir, double signature,é).

8.3 Information sur les risques juridiques

La Société dépose des brevets afin de protéger les inventions qui lui apparaissent critiques par rapport à ses marchés et à son d®veloppement. Dans la mesure du possible, les brevets sont r®dig®s par un conseil en propri®t® industrielle sp®cialis® assiste Riber dans ses d®marches de d®p¹t et dôentretien.

Riber ne réalise aucune production sous licence ou n®cessitant lôacquisition de droits de propri®t® industrielle détenus par des tiers.

Par ailleurs, une attention est portée au risque de copie lors de la conception technique des produits de la Société.

Enfin, Riber organise régulièrement des cessions de sensibilisation du personnel à la sécurité industrielle.

Risques liés à des litiges techniques

Les principaux risques de litiges auxquels la Soci®t® pourrait être confront®e sont des retards de livraison des commandes et dôatteinte des performances contractuelles promises.

Afin de réduire le risque, les performances contractuelles reprises dans les offres commerciales sont revues et validées par les Directeurs de la Société. Les machines sont assemblées et testées en usine, une attention particulière est portée aux conditions dôemballage et de transport des mat®riels.

En cas de difficult® lors de lôinstallation ou de la mise en service, la Soci®t® dispose de techniciens ou ingénieurs qualifiés pour résoudre les difficultés.

Des recours dôassurance sont engag®s d¯s lors quôune avarie est constat®e sur le fonctionnement des matériels.

Risques liés à des litiges juridiques

Afin de limiter le risque juridique, la Soci®t® sôattache ¨ respecter la r®glementation environnementale,é) et les recommandations en mati¯re des gouvernements, conseils dôavocats sp®cialis®s.

9 OPERATIONS EFFECTUEES SUR ACTIONS PROPRES

Conformément à l'article L. 225-211 du Code de commerce, les informations relatives aux autorisations de rachat de ses propres actions, successivement données par les Assemblées Générales Mixtes, sont fournies ci-après :

Nombre d'actions achetées par la société en 2016	506.446
Cours moyen des achats (en euros)	0,8172
Nombre d'actions vendues par la	575.245
Cours moyen des ventes (en euros)	0,9275
Montant des frais de négociatio	30.000
Nombre d'actions inscrites au n	166.650
% du capital représenté par les actions auto-détenues au 31/12/2016	0,78%
Valeur des actions à leur cours d'achat (en euros)	122.136
Valeur nominale unitaire des actions auto détenues (en euros)	0,16
Motifs des acquisitions effectuées en 2016	Liquidité du titre

Conformément aux dispositions de l'article 241-2 du Code de commerce, les opérations de rachat réalisées au cours de l'exercice 2016 et le descriptif du programme de rachat d'actions propres autorisé par l'Assemblée Générale du 15 décembre 2015 au titre de sa 14ème résolution puis par l'Assemblée Générale du 22 juin 2016 au titre de sa 9ème résolution. Le programme de rachat d'actions n'a été utilisé, en 2016, que dans le cadre du contrat de liquidité.

Description du programme de rachat d'actions propres soumis à l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin 2017 :

La présente description du programme de rachat d'actions propres a pour objet le programme de rachat d'actions soumis à l'Assemblée Générale Mixte (10ème résolution).

Titres concernés : actions RIBER, cotées au compartiment « C » d'Euronext Paris sous le code FR0000075954. Elles sont l'une des composantes des indices suivants :

- CAC Small
- CAC Mid & Small
- CAC All-Tradable
- CAC All-Shares
- CAC Technology
- CAC T. Hard. & Eq

Pourcentage de rachat maximum du capital : maximum 10% du capital social au jour de l'utilisation de la délégation conférée au Directoire.

S'agissant spécifiquement des actions achetées en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, 5% du capital social.

Prix d'achat unitaire maximum : 3 Euros par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date en toute autre monnaie (hors frais).

Montant global attribué au rachat : 5 M Euros

Objectifs :

- réduire le capital par annulation d'actions dans les conditions prévues par l'assemblée extraordinaire ;
- attribuer ou céder des actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou de sociétés liées, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions, d'un plan d'épargne Groupe, ou par voie d'attribution gratuite d'actions ;
- assurer la liquidité et animer le marché de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AMAFI ;
- conserver des actions et, le cas échéant, les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ;
- satisfaire aux obligations découlant de titres de créances donnant droit à l'attribution d'actions de la Société par remboursement, conversion, échange,

Durée du programme : 18 mois ¨ compter de lôAssembl®e G®n®rale du 23 jui

Le Directoire est à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires que vous pourriez souhaiter. Les projets de résolutions reprennent notamment les points de ce rapport. Nous vous remercions de bien vouloir les approuver, comme nous vous remercions de votre confiance et de votre collaboration. Pour votre information, un rapport additionnel du Directoire pr®sentera les autres r®solu

_____
Le Directoire

10 ANNEXES

10.1 Glossaire

Cellule sondé effusi
Pour créer les flux moléculaires, la MBE utilise des cellules d'effusion contenant les différents matériaux source (tels que le gallium, l'arsenic ou l'al-vide, constituent les couches monoatomiques du semi-conducteur ultra composé.

CIGS
Le CIGS est un matériau semi-conducteur composé de Cuivre, d'Indium, de Gallium et de Sélénium. Il est utilisé comme matériau absorbant la lumière pour les cellules solaires à film mince.

CMOS (Complementary Metal Oxide Semiconductor)
Désigne une technologie de fabrication de composants électroniques.

Dispositifs Electroniques
Composant électronique actif possédant des fonctions complexes, tel un transistor. Les dispositifs électroniques s'opposent aux composants électroniques passifs que sont par exemple les résistances.

EJM (Epitaxie par Jets Moléculaires ou Molecular Beam Epitaxy -MBE-)
L'épitaxie par jets moléculaires consiste à envoyer des molécules de matériaux source (tels que le Gallium, l'Arsenic et l'Aluminium) à la surface d'un substrat destiné à la fabrication des composants semi-conducteurs. Réalisé dans un vide très poussé afin d'éviter tout choc ou contamination, cette tech précises et régulières et de garantir ainsi une très grande pureté des alliages semi-conducteurs à l'échelle monoatomique).

MOCVD (Metalorganic Chemical Vapour Deposition)
Procédé chimique permettant de produire des matériaux solides de haute performance et de grande pureté. Ce procédé est souvent utilisé dans l'industrie du semi-conducteur pour produire des couches minces à la base notamment de la fabrication de LED (Light-Emitting Diode ou diode électroluminescente). Le substrat est exposé à un ou plusieurs précurseurs métallo-organiques en phase gazeuse, qui réagissent et/ou se décomposent à la surface du substrat pour générer le dépôt désiré.

MRAM (Magnetic Random Access Memory)
Mémoire d'ordinateur non volatile de type magnétique.

OLED (Organic Light-Emitting Diode)
La technologie OLED repose sur les propriétés de certaines molécules organiques à émettre de la lumière quand elles sont soumises à un courant électrique. Ecologiques, les écrans O présentent un angle de visibilité plus important et des images beaucoup plus bril réalisation de petits écrans (mobiles, radios, notebook é), fabrication d'écrans souples et de grandes dimensions (nappes lumineuses).

Semi-conducteurs Composés
Alliage d'éléments chimiques qui a des propriétés semi-conductrices c'est à dire qu'il peut ou non transmettre du courant électrique.

Silicium
Elément chimique qui est la base de l'industrie électronique.

UHV (Ultra-high vacuum ou ultra vide)
Niveau de vide poussé caractérisé par des pressions comprises en dessous de 10^{-9} torr.

10.2 Riber SA ï Tableau des résultats des cinq derniers exercices au 31/12/2016

	2012	2013	2014	2015	2016
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE:					
Capital social	3.091.349	3.091.349	3.091.349	3.091.349	3.400.484
Nombre d'actions ordinaires existantes	19.320.931	19.320.931	19.320.931	19.320.931	21.253.024
Nombre d'actions à dividende prioritaire existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
par attribution gratuite	0	0	0	0	0
OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE:					
Chiffre d'affaires hors taxes	25.644.146	20.825.111	16.507.814	12.370.657	15.739.267
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	133.682	-582.892	-2.802.981	-4.347.731	-354.716
Impôts sur les bénéfices	-853.824	-819.853	-697.563	-579.529	-700.200
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	1.330.225	-614.797	-4.366.047	-5.832.949	467.400
Résultat distribué	772.837	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION:					
Résultat après impôts, participation mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,01	-0,03	-0,15	-0,23	-0,02
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	0,07	-0,03	-0,23	-0,30	0,02
Dividende attribué à chaque action	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00
PERSONNEL:					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	103	106	94	88	79
Montant des salaires et traitements de l'exercice	5.809.775	5.531.470	4.874.017	4.859.396	3.957.771
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	2.567.272	2.462.572	2.160.420	2.053.123	1.696.250

10.3 Riber SA ï Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité au 31/12/2016

Date de l ô A s s e mb Générale	N° résolution	Objet de la délégation	Durée de la délégation	Date d ô e x p i r	Plafond global (en nominal)	U t i l i s a t i o n a u c o u r s d
Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2016	12	Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	24 mois	22 juin 2018	4.500.000 euros	Utilisation, en partie, de la délégation, par le Directoire réuni le 6 juillet 2016. Constatation, par le Directoire réuni le 8 aout 2016, de l a r ®a l i s a t i o n d ®f i n i t i v e d ô u n m o n t a n t n o mi n a l d e 3 m o n t a n t g l o b a l , p r i me, e de 1.391.106,96 euros).

10.4 Riber SA ï Tableau des filiales et participations au 31/12/2016

Filiales	Capital En devise (USD/KRW)	Capital En euros	Capitaux propres autres que capital (ú)	QP du capital détenu	VB des titres détenus (ú)	VN des titres détenus (ú)	Prêts et Avances consentis par Riber SA (ú)	Montant des cautions et avals donnés par Riber SA (ú)	CA de l ô e x e r (ú)	Résultat de l ô e x e r (ú)	Dividendes encaissés par Riber SA (ú)
Part. > 50 % du capital											
Riber Inc	1.771.361	1.680.449	-4.426.628	100 %	1.413.002	0	0	0	3.121.390	-289.019	0
Riber Korea co.	100.000.000	78.780	-271.478	100 %	68.700	0	50.000	0	246.035	-70.081	0
Part. < 50 % du capital											
IPVF SAS		14.500.000	-2.139.155	2 %	289.789	289.789	0	0	1.913.380	-1.831.491	0

RIBER S.A
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Au capital de 3.400.483,84 ú
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2016

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉ

BILAN ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Ecart d'acquisition	(6.1)	928	924
Immobilisations incorporelles	(6.2)	1 969	2 774
Immobilisations corporelles	(6.3)	4 593	4 732
Actifs financiers	(6.4)	520	316
Autres actifs non courants			
Impôts différés actifs	(6.13)		
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		**8 010**	**8 746**
Stocks et en-cours	(6.5)	7 349	7 105
Créances Clients	(6.6)	7 107	5 209
Autres actifs courants	(6.7)	1 420	1 335
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(6.8)	2 476	586
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		**18 352**	**14 235**
Actifs détenus en vue de leur vente			2 471
TOTAL DE L'ACTIF		**26 362**	**25 452**

BILAN PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2016	31 décembre 2015
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	(6.14)	3 400	3 091
Primes		22 643	21 609
Réserves		(9 052)	(2 777)
Ecarts de conversion		(410)	(306)
Résultat groupe		(1 093)	(6 363)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		**15 488**	**15 254**
Participations ne donnant pas le contrôle			
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		**15 488**	**15 254**
Passifs financiers à plus d'un an			
Impôts différés passifs	(6.13)		
Provisions retraites	(6.10)	600	630
TOTAL DU PASSIF NON COURANT		**600**	**630**
Passifs financiers à moins d'un an	(6.9)	1	1 194
Provisions courantes	(6.10)	485	278
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(6.11)	2 344	2 510
Dettes d'impôt			
Autres dettes	(6.12)	7 444	5 587
TOTAL DU PASSIF COURANT		**10 274**	**9 569**
Passifs relatifs aux actifs détenus en vue de la vente			
TOTAL DU PASSIF		**26 362**	**25 452**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Chiffre d'affaires	(7.1)	16 454	12 767
Coût des produits vendus	(7.2)	(11 037)	(10 629)
Variation des provisions sur stock	(6.5)	618	(241)
MARGE BRUTE		**6 036**	**1 896**
Commercial	(7.3)	(3 027)	(2 941)
Recherche et développement	(7.4)	(2 336)	(2 279)
Administration	(7.5)	(2 021)	(2 263)
Autres charges opérationnelles	(7.9)	(2 868)	(873)
Autres produits opérationnels	(7.9)	3 086	56
RESULTAT OPERATIONNEL		**(1 129)**	**(6 404)**
Coût de l'endettement financier net	(7.10)	(13)	(6)
Autres produits et charges financiers	(7.10)	50	47
RESULTAT NET D'IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES		**(1 093)**	**(6 363)**
Résultat des activités destinées à être cédées			
Impôts sur les résultats	(6.13)		
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		**(1 093)**	**(6 363)**
Participation ne donnant pas le contrôle			
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		**(1 093)**	**(6 363)**
Résultat de base par action (en euro)	(4)	(0,05)	(0,33)
Résultat dilué par action (en euro)	(4)	(0,05)	(0,33)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net		**(1 093)**	**(6 363)**
Ecart de conversion		(104)	(220)
Variation de valeur sur instruments dérivés de couverture			
Impôts différés sur instruments financiers			
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		**(104)**	**(220)**
(Pertes) et gains actuariels	(6.10)	(32)	13
Impôts différés sur pertes et gains actuariels			
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		**(32)**	**13**
Résultat global		**(1 229)**	**(6 570)**
Dont :			
Part Groupe		(1 229)	(6 570)
Intérêts minoritaires			

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2016

(En milliers d'euros, sauf données par action)	Nombre d'actions	Montant du capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Ecarts de conversion	Total des capitaux propres (part groupe)
Capitaux propres au 31/12/2014	**19 320 931**	**3 091**	**21 609**	**731**	**(3 801)**	**(86)**	**21 544**
Résultat en instance d'affectation				(3 801)	3 801		
Résultat net de la période					(6 363)		(6 363)
Instruments financiers net d'impôt							
Ecarts de conversion						*(220)*	*(220)*
Ecart actuariel sur les retraites net d'IDR				*13*			*13*
Autres éléments du résultat global				13		(220)	(207)
Résultat global de la période				**13**	**(6 363)**	**(220)**	**(6 570)**
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				281			281
Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle							
Dividendes versés							
Augmentation de capital							
Total des transactions avec les actionnaires				**281**			**281**
Plus ou moins values sur actions propres							
Capitaux propres au 31/12/2015	**19 320 931**	**3 091**	**21 609**	**(2 777)**	**(6 363)**	**(306)**	**15 254**

Capitaux propres au 31/12/2015	**19 320 931**	**3 091**	**21 609**	**(2 777)**	**(6 363)**	**(306)**	**15 254**
Affectation du résultat				(6 363)	6 363		
Résultat net de la période					(1 093)		(1 093)
Ecarts de conversion						*(104)*	*(104)*
Ecarts actuariel sur les retraites net d'IDR				*(32)*			*(32)*
Autres éléments du résultat global				(32)		(104)	(136)
Résultat global de la période				**(32)**	**(1 093)**	**(104)**	**(1 229)**
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				120			120
Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle							
Dividendes versés							
Augmentation de capital	1 932 093	309	1 034				1 343
Total des transactions avec les actionnaires	**1 932 093**	**309**	**1 034**	**120**			**1 463**
Capitaux propres au 31/12/2016	**21 253 024**	**3 400**	**22 643**	**(9 052)**	**(1 093)**	**(410)**	**15 488**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net		**(1 093)**	**(6 363)**
Dotations nettes aux amortissements et provisions		1 223	1 633
Juste valeur des instruments financiers de change			(96)
Plus ou moins values de cession	(6.3)	(230)	(4)
Charges et produits calculés liés aux rachats d'actions propres			
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie			89
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		**(100)**	**(4 741)**
Charge/ (Produits) d'impôt (dont Impôts différés)			
Elimination du coût de l'endettement financier	(7.10)	13	6
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		**(87)**	**(4 735)**
Incidence de la variation du besoin en fond de roulement		85	2 396
Impôts payés ou récupérés			782
Flux de trésorerie généré par l'activité		**(2)**	**(1 557)**
Incidence des variations de périmètre	(6.12)	(299)	(251)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(6.2)	(267)	(433)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6.3)	(222)	(143)
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles		25	(73)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6.3)	2 600	(15)
Acquisition d'immobilisations financières		(70)	(112)
Variation nette des prêts et créances financières		(133)	48
Autres flux liés aux opérations d'investissements			
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement		**1 634**	**(979)**
Augmentation de capital		1 343	
Rachat et reventes d'actions propres		120	(52)
Intérêts financiers nets versés	(7.10)	(13)	(6)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts			732
Remboursements d'emprunts	(6.9)	(732)	
Dividendes versés			
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement		**718**	**674**
Incidences des variations de taux de change		1	8
Incidence chgt de principes comptables			
Variation de trésorerie		**2 351**	**(1 854)**
Trésorerie à l'ouverture	(6.8)	124	1 978
Trésorerie à la clôture	(6.8)	2 475	124
Variation de trésorerie		**2 351**	**(1 854)**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE ï ANALYSE DE LA VARIATION DU BFR

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Stocks	(245)	1 327
Clients et comptes rattachés	(1 855)	1 907
Avances et acomptes versés sur commandes	(12)	24
Créances sur organismes sociaux	(4)	5
Créances d'impôt (hors IS)	(175)	(590)
Autres créances	49	(96)
Charges constatées d'avance	58	(14)
Sous-total	**(2 184)**	**2 563**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	159	(1 595)
Clients avances et acomptes reçus	2 627	976
Dettes sociales	(484)	373
Dettes fiscales	(237)	97
Autres dettes	179	(18)
Produits constatés d'avance	25	
Sous-total	**2 269**	**(167)**
Total	**85**	**2 396**

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES
AU 31 DECEMBRE 2016

1 INFORMATIONS GENERALES 53
2 EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE 2016 53
3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES 54
3.1 Principes généraux et déclaration de conformité 54
3.2 Référentiel IFRS appliqué 55
3.3 Estimations et jugements comptables déterminants 55
3.4 Principes de consolidation 55
3.5 Reconnaissance des produits 56
3.6 Frais de recherche et développement 56
3.7 Ecart d'acquisition 56
3.8 Immobilisations incorporelles 56
3.9 Immobilisations corporelles 57
3.10 Stocks 57
3.11 Créances 58
3.12 Méthode de conversion des éléments en devises 58
3.13 Actions propres 58
3.14 Trésorerie et équivalents de trésorerie 58
3.15 Provisions 59
3.16 Impôts 59
3.16.1 Crédits d'impôt 59
3.16.2 Impôts différés 59
3.17 Retraites et autres engagements vis à vis du personnel 59
3.18 Intéressement au capital, plan d'épargne salariale 60
3.19 Information sectorielle 60
3.19.1 Segments 60
3.19.2 Zones géographiques 60
4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL 61
5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION 61
6 NOTES SUR LE BILAN 61
6.1 Ecart d'acquisition 61
6.2 Immobilisations incorporelles 63
6.3 Immobilisations corporelles 63
6.4 Actifs financiers 64
6.5 Stocks et en-cours 64
6.6 Créances clients 65
6.7 Autres actifs courants 65
6.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie 66
6.9 Passifs financiers à moins d'un an 66
6.10 Provisions 66
6.11 Dettes fournisseurs 67
6.12 Autres dettes 68
6.13 Impôts sur les bénéfices et impôts différés 68
6.13.1 Détail des impôts différés au niveau de l'état de 68
6.13.2 Détail des impôts sur les bénéfices et des impôts différés au compte de résultat 69
6.14 Capitaux propres 69
6.15 Bons de souscription d'actions et options de sousc 69
6.16 Rachat d'actions 69
6.17 Actifs et passifs éventuels 70
7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 70
7.1 Chiffre d'affaires 70
7.2 Coût des produits vendus 71
7.3 Charges commerciales 71
7.4 Recherche et Développement 71
7.5 Administration 72
7.6 Effectifs et montants des rémunérations 72
7.7 Rémunération des organes d'administration et de su 72
7.8 Formation des salariés 73
7.9 Autres produits et charges opérationnels 73
7.10 Résultat financier 73
8 INFORMATION AU TITRE DES HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES 74

9 INFORMATION SUR LES RISQUES 74
9.1 Information sur les risques liés à l'activité du Gr....74
9.2 Information sur les risques financiers....76
9.3 Information sur les risques juridiques....77
10 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS....78
11 PARTIES LIEES....78
12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 79

1 INFORMATIONS GENERALES

Les états financiers consolidés ci-joints présentent les opérations de la société RIBER SA et de ses filiales.

Riber SA et ses filiales (« le Groupe è) d®veloppent, fabriquent et vendent des (technologie EJM appelée aussi MBE, *molecular beam epitaxy*) ainsi que des sources dô®vaporation et des lô industr- conducteurs. Ces équipements de haute technologie sont essentiels pour la fabrication des matériaux semi-conducteurs composés et de nouveaux matériaux qui sont utilisés dans de nombreuses applications grand public, notamment pour les nouvelles Technologies de lôInformation, les ®crans p

Riber SA est une société anonyme domiciliée en France dont les actions sont cotées sur le compartiment C de la Bourse Euronext de Paris et dont le siège social est situé 31 Rue Casimir Périer, 95 873 Bezons.

Les présents états financiers consolidés ont été arrêtés par le Directoire et le Conseil de surveillance le 23 mars 2017 qui a autorisé leur publication le 30 mars 2017. Ils sont soumis ¨ lôapprobation de l'Assem 2017.

2. EVENEMENTS MAJEURS DE LôEXERCICE 2016

Restauration de la gouvernance

Suite à la démission de Madame Brigitte Dumont du Conseil de Surveillance, le 4 février 2016, le nombre de membres du Conseil est devenu inférieur au minimum légal.

Afin de pallier le risque dôune vacance de la gouvernance, RI provisoire à titre exceptionnel et temporaire dans lôattente de la d®signat du Directoire. Par ordonnance en date du 15 février 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise a fait droit à cette demande et a désigné Michel Maire en qualit® dôadministrateur provisoir administrer la Société.

La composition du Conseil de Surveillance ¨ lôissue de lôAssem

- Monsieur Didier Cornardeau, nomm® par lôAssembl®e G®n®rale du 15 expirant ¨ lôissue de lôAssembl®e G®n®rale ¨ tenir en 201 décembre 2016 ;
- Monsieur Gérard Nicou, nomm® par lôAssembl®e G®n®rale du 15 d®cembre 20 lôissue de lôAssembl®e G®n®rale ¨ tenir en 2017, ¨ lôeffe 2016 ;
- Madame Anne Geoffroy nommée par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à lôissue de lôAssembl®e G®n®rale ¨ tenir en 2018, ¨ lôeffe 2017 ;
- Madame Christine Monier ; nomm®e le 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à lôissue de lôAssembl®e G®n®rale ¨ tenir en 2018, ¨ lôeff 2017 ;
- Monsieur Jacques Kielwasser, nomm® par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à lôissue de lôAssembl®e G®n®rale ¨ tenir en 2018, ¨ lôeff 2017 ;
- Monsieur Bernard Raboutet, nomm® par lôAssemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à lôissue de lôAssembl®e G®n®rale ¨ tenir en 2018, ¨ lôeffe 2017 ;

La composition du Directoire a ®t® modifi®e au cours de lôexercice par

- La nomination de Monsieur Etienne Grodard en qualité de membre du Directoire et Président du Directoire le 27 avril 2016.
- La nomination de Monsieur Michel Picault en qualité de membre du Directoire et de Directeur des Opérations le 27 avril 2016.
- La démission de Monsieur Etienne Grodard à compter du 6 décembre 2016 de ses fonctions de membre du Directoire et de Pr®sident du Directoire. Cette d®mission est cons®cutiv
- La nomination de Monsieur Guillaume de Bélair en qualité de membre du Directoire et de Président du Directoire le 6 décembre 2016.

Cession dôactif non strat®gique

Par acte notari® en date du 17 juin 2016, la soci®t® a proc®d® [illegible] cession de 2.600 Kú et une VNC de 2.329 Kú et a g®n®r® une plus-value int®gralement [illegible] 41 Kú, dont un montant que la soci®t® a r®alis® au second semestre dans le cadre de cette cession.

Fin de la mission du mandataire Ad-hoc

Par ordonnance en date du 4 septembre 2015, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, a nommé la SEL ABITBOL Administrateurs Judiciaires, prise en la personne de Maître Frédéric ABITBOL, en qualité de mandataire ad hoc avec principalement pour mission de [illegible] ad®quation des lignes de financement par rapport aux besoins cr®anciers publics en vue dôun r®®chelonnement des dettes fiscales actuels en vue de r®soudre le conflit existant et dôorganiser de toute nouvelle source de financement è et ce, pour une dur®e de quatre (4) mois prorogation le 4 janvier 2016 pour une dur®e de quatre (4) mois

Fin de la mission de lôadministrateur provisoire

Par ordonnance du 7 juillet 2016, le Pr®sident du Tribunal a constat® notoirement de la reconstitution des organes sociaux, de la délégation conférée aux termes de la 12ème résolution adoptée par lôAssembl®e G®n®rale Mixte des actionnaires du 22 juin 2016, RIBER, a d®cid® de mettre un terme ¨ la mission de Michel Mair

Augmentation de capital

Dans un contexte de confiance quant au redressement de ses performances à court terme, et pour se donner les moyens de la r®alisation de ses objectifs strat®giques, RIBER a [illegible] r®serv®e en 1 priorit® ¨ ses actionnaires. Faisant usage de la d®l®gation conf Générale Mixte des actionnaires du 22 juin 2016, le Directoire de RIBER a décidé, le 6 juillet 2016, de mettre en îuvre d®l®gation et fix® les modalit®s de lôaugmentation de capital préférentiel de souscription. La levée de fonds proposée par RIBER porte sur une augmentation de capital par ®mission dôactions ordinaires avec maintien du droit pr®f®rentiel de souscription nouvelles (les « Actions Nouvelles ») au prix unitaire de 0,72ú, ¨ raison de 10 actions anciennes produit dô®mission de 1.391.106.96 ú. Il existe, au 6 juillet 2016, été réalisée intégralement et les 1.932.093 actions nouvelles ont été mises sur le marché le 17 août 2016.

3. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie de présentation du groupe et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, les états financiers consolidés du Groupe RIBER au 31 décembre 2016 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles quôapprouv®es par lôIASB au 31 décembre 2016 et dont lôapplication est obligatoire comparatif, 5 [illegible] selon le même référentiel.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), et leurs interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) et SIC (*Standing Interpretations Committee*).

Lôensemble des textes adopt®s par lôUnion Europ®enne est disponible à lôadresse http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Les comptes sont arr°t®s selon le principe de continuité dôexploitation, sur la base des prévisions de trésorerie afférentes, celles-ci permettant de dégager une trésorerie positive à fin décembre 2017. La réalisation du calendrier dôencaissements déterminant la mise en îuvre effective de ce principe de continuité dôexploitation atteinte de ces pr®visions pourrait remettre en cause les principes comptables et notamment lôaptitude à lôactif et lôévaluation de certains actifs et passifs.

3.2 Référentiel IFRS appliqué

Les méthodes comptables et règles dô®valuation appliqu®es par
2016 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2015, ¨ lôexception des chang
ci-après.

3.2.1 Nouvelles normes et amendements dôapplication obligatoir

- Les amendements à IAS 19 ï Avantages du personnel portant sur les « Cotisations des membres du personnel » ;
- Les amendements à IAS 16 et IAS 38 ï immobilisations corporelles et incorporelles apportant certaines précisions sur « les modes dôamortissement acceptables »
- Les amendements IFRS 11 ï Comptabilisation des acquisitions des intérêts dans une entreprise commune.

Les amendements aux normes IAS 19, IAS 16, IAS 38 et IFRS 11 n

3.2.2 Nouvelles normes et amendements applicables par anticipation

Les nouvelles normes et amendements ¨ des normes existantes au 31 d®cembre
par RIBER :

- IFRS 15 ï Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients ;

Lôanalyse de lôIFRS 15 est en cours. La d®marche dôanalyse de la c
base des étapes suivantes :

1 Identification du contrat
2 Identification des obligations de performance distinctes au sein du contrat
3 Evaluation du prix de contrat
4 Allocation du prix de vente du contrat à chaque obligation de performance
5 Comptabilisation du chiffre dôaffaires lorsque lôoblig

- IFRS 9 ï Instruments financiers ;
- Les amendements IAS 7 ï Information complémentaire à donner sur la variation des dettes financières ;
- Les amendements IAS 12 ï Comptabilisation dôimp¹ts diff®r®s actifs au ti
- Les amendements IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 ï Application des exceptions de consolidation ;

IFRS 9 et ces amendements ne devraient pas avoir dôimpact signif

3.2.3 Normes et interprétations non applicables par anticipation

- IFRS 16 ï Contrats de location.
- IFRIC 22 ï Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée : interpr®tation dôIAS 21

Le Groupe est en cours dô®valuation des impacts.

3.3 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables qui
peuvent °tre d®terminantes et qui sont susceptibles dôaffecter
charges et produits du compte de résultat. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de varier
dans le temps et comportent un minimum dôincertitude. La différence entre ces estimations, en fonction des résult
hypothèses retenues et des circonstances.

Les estimations et jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur des informations historique
facteurs, notamment les anticipations dô®v®nements futurs jug®

Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- valeur de réalisation de certains stocks
- appréciation du risque client et provisions correspondantes
- tests de dépréciation sur les actifs
- provisions dont lô®valuation repose sur des hypothèses personnel)
- provisions pour risques et charges
- activation des impôts différés résultant des déficits fiscaux

3.4 Principes de consolidation

Les filiales, Riber Inc et Riber Korea co, dont le Groupe a le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Il nôexiste pas au sein du Groupe entreprises associ®es ou de

Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles et principes comptables en vigueur dans leur pays, sont retraités afin d'appliquer les principes comptables retenus par le Groupe. Les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme par l'ensemble des entités du groupe.

Les soldes bilanciels et opérations intragroupes, ainsi que les profits résultant de transactions intragroupes, sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Les sociétés du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2016.

3.5 Reconnaissance des produits

Les ventes de systèmes et de prototypes entrant dans le cadre de programmes menés conjointement avec des laboratoires de recherche sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de livraison des systèmes et prototypes. Celle-ci correspond généralement à la date de livraison du système ou du prototype au client, ou, dans certains cas, à la date de réception du système ou du prototype demandé explicitement par le client. Postérieurement à l'expédition, la société supporte des coûts d'installation et de garantie. L'ensemble de ces coûts est provisionné respectivement en charges à payer et en provisions pour risques et charges lors de la constatation du chiffre d'affaires correspondant.

3.6 Frais de recherche et développement

Les frais de développement engagés à l'occasion de la conception lorsque les 6 critères généraux suivants, définis par la norme IAS 38, sont démontrés :

1) la faisabilité technique du projet de développement afin de pouvoir l'ut
2) l'intention d'achever la production de l'actif pour l'util
3) la capacité d'utiliser ou de vendre l'actif produit,
4) l'aptitude de l'actif à générer des avantages économiques
5) la disponibilité actuelle ou future des ressources techniques, financières ou autres nécessaires pour mener à bien le projet,
6) la capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

Ces frais de développement comprennent les salaires bruts et charges sociales des salariés ayant travaillé sur ces projets et sont calculés selon leur temps passé et une part de frais indirects.

Ils sont amortis sur la durée de vie estimée de ces projets, soit de 3 à 5 ans. Les frais de recherche et de développement ne remplissant pas les

3.7 Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition comptabilisés initialement à leur coût objet déduction faite du cumul des pertes de valeur.

Les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne sont pas réversibles. Des événements ou des circonstances indiquent qu'un écart d'acquisition a pu perdre de la valeur. Ces circonstances peuvent être liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant, soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus lors de l'acquisition.

Le cas échéant, la dépréciation des écarts d'acquisition est irréversible. Suite à la fusion de patrimoine entre ADDON et Riber intervenue en 2008 et du regroupement opérationnel des activités, le test de dépréciation a été réalisé à compter de l'exercice 2009 au niveau de l'activité "cellules et sources" qui englobe les produits vendus sous l'une ou l'autre des deux marques.

Pour l'exercice 2016, la Société a regroupé l'ensemble des actifs testés (hors les goodwill) considérés comme une seule UGT (Unité génératrice de trésorerie au sens de la norme IAS 36) afin de mieux représenter la réalité de son activité économique. Les flux de trésorerie actualisés attendus résultant de l'utilisation continue de cet actif ou groupe d'actifs

3.8 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels, de brevets, de marques, et d'éléments liés à l'activité composants VG Semicon acquise fin 2008 ; elles sont dépréciées en cas de perte de valeur. Un test de dépréciation sur les activités liées à l'activité de VG Semicon a été réalisé au 31 décembre 2016. Une durée d'amortissement de 20 a la base client et des plans.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
Les licences dôutilisation de progiciels et logiciels leur durée amo
dôutilisation par lôentreprise.

Les frais de développement immobilisés font partie des immobilisations incorporelles (cf. § 3.6).

3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilis®es ¨ leur co
suivant les modes linéaires ou d®gressifs en fonction de la dur®e dôutilit
lôimmobilisation.Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production pour certaines immobilisations corporelles produites en internes (matériels de démonstration principalement) et faisant lôobjet de production immobilis®e.

	Durée	Mode
Bâtiments	10 à 20 ans	Linéaire
Matériel et outillage industriels *	3 à 10 ans	Linéaire
	5 à 10 ans	Dégressif
Agencements et installations	10 à 20 ans	Linéaire
Matériel de transport	4 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire/Dégressif
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

* les prototypes (cellules notamment) sont amortis sur une durée de 2 ou 3 ans

Les valeurs r®siduelles et les dur®es dôutilit® sont revues ¨

Les actifs amortis sont soumis ¨ un test de d®pr®ciation, lorsque
caract¯re recouvrable peut °tre mis en cause. La valeur de recouv
cession, ou sa valeur d'utilité si celle est supérieure.

3.10 Stocks

Les stocks des produits fabriqués, finis ou semis finis sont comptabilisés à leur prix de revient constitué par leur coût de production comprenant les consommations, les charges directes et frais généraux liés à la production et les amortissements des biens concourant à la production. Les frais financiers sont exclus de la valorisation des stocks. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur de réalisation.

La valeur brute des stocks de matières et des approvisionnements comprend exclusivement le prix dôachat.

Les stocks de mati¯res et dôapprovisionnements sont valoris®s

Les stocks de mati¯res et dôapprovisionnements ainsi que les s
lôobjet dôune d®pr®ciation tenant compte de leur valeur dôuti
leurs consommations futures.

Cette provision est d®termin®e en fonction de la consommation au cours
des 24 derniers mois pour les produits finis, la consommation au cours des 12 derniers mois pour les produits intermédiaires et pour les matières premières dont sont exclus les matières brutes (tantale, molybdène, acier inoxydable, etc..), la consommation future g®n®r®e pour les articles des commandes clients ou
(consommation/quantité en stock x 100). Sont retenus les niveaux de dépréciation suivants :

- si taux de rotation <=1 % : dépréciation à 100%
- si taux de rotation entre 1 % et 25 % : dépréciation à 75%
- si taux de rotation entre 25 % et 50 % : dépréciation à 50%
- si taux de rotation entre 50 % et 75 % : dépréciation à 25%

Lôencours de production fabriqué ou en cours dôassemblage fait lôobjet dôune d®pr®ciation calcu
possibilités de vente de chaque élément.

A partir de lôexercice 2016, la Soci®t® a modifi® le calcul de
de correction pour les articles dont le plan directeur industriel
remplacée par la prise en compte de la consommation future générée pour les articles des commandes clients ou au plan directeur..

3.11 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur et évaluées à leur coût amorti. Pour les créances à court terme sans taux dû ou déclaré, la juste valeur est assimilée au montant facturé. Une dépréciation pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il existe une aux dispositions contractuelles ne sera pas recouvrée.

Les créances sans taux d'intérêt supérieures à un an, seraient actualisées au taux annuel correspondant au taux d'intérêt qu'obtiendrait le groupe Riber

3.12 Méthode de conversion des éléments en devises

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel la monnaie fonctionnelle»). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de Riber SA.

Les comptes des filiales Riber Inc et Riber Korea dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation selon les modalités suivantes :

- les charges et les produits sont convertis en euros au cours
- les actifs et passifs sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes ;
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les transactions réalisées en devises sont converties au cours du jour de la date de transaction. Les soldes des actifs et passifs libellés en devises sont convertis au cours du jour de la clôture, les gains et pertes de change latents résultant de ces conversions sont portés au compte de résultat.

	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Dollars US	1,0541	1,1066	1,0887	1,1096
Won (Corée du Sud)	1 269,3600	1 284,5640	1 280,7800	1 255,7406

3.13 Actions propres

Les actions émises par Riber SA sont considérées comme des ca dans les comptes consolidés du groupe.
Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont au résultat consolidé.

3.14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste comprend les disponibilités et les placements à court terme très liquides et réalisables à tout moment à compter de la date d'acquisition. La valorisation est effectuée à la valeur de marché de chaque clôture. Les découverts bancaires figurent en emprunts au passif courant du bilan.

3.15 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation vis à vis d'un tiers, à la clôture de l'exercice, et il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie équivalente attendue de celui-ci.

Provisions pour garantie

Les équipements vendus bénéficient généralement d'une garantie légale. Les coûts liés à ces garanties sont comptabilisés à ce titre, une provision est constituée pour toutes les garanties en cours à la date de clôture. Cette provision est déterminée de la manière suivante : un coefficient, correspondant aux coûts de garantie moyens des deux derniers exercices rapportés au chiffre d'affaires ayant généré ces dépenses, est appliqué au chiffre

Provisions pour litiges

Des provisions pour litiges sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation liée à des actions en justice, procédures contentieuses ou autres réclamations résultant d'événements passés et dont l'extinction entraînera probablement une sortie de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et le montant de cette sortie de ressources peut être faite. Le probabilité de réalisation des risques et estimer les provisions pour litiges en intégrant les probabilités de réalisation des différents scénarios envisagés.

3.16 Impôts

3.16.1 Crédits d'impôt

Les crédits d'impôt relatifs à des dépenses opérationnelles (Crédit Impôt Recherche, Crédit Impôt Compétitivité Emploi, Crédit Impôt apprentissage) sont comptabilisés en résultat opérationnel en déduction des charges ou des immobilisations qu'ils ont financées.

3.16.2 Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable pour :

- toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs,
- les déficits fiscaux reportables.

Les taux d'impôt retenus sont les taux adoptés ou quasi adoptés

Les actifs d'impôt ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation de bénéfices futurs imposables suffisants sur différences temporelles est probable.

L'activation des déficits fiscaux n'est réalisée que dans la mesure où il existe des perspectives de recouvrement de ces déficits à court terme.

3.17 Retraites et autres engagements vis à vis du personnel

Les montants des engagements des sociétés du Groupe à l'égard de primes versées lors de l'octroi des médailles du travail sont comptabilisés en provisions estimées sur la base d'évaluations actuarielles faites. Ces des salariés sous condition de leur présence dans le Groupe à la date de leur départ en retraite.

Ces engagements ont été calculés selon une méthode rétrospective avec projection des salaires et les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Taux d'actualisation des Indemnités de Fin de Carrière (*)	1,31%	2,03%
Taux d'actualisation des Indemnités pour Médailles du Travail	1,31%	2,03%
Taux de charges sociales	47,00%	47,00%
Taux de revalorisation annuelle des salaires	0,5%	0,5%
Turnover (en fonction de l'âge)	de 15 à 0,00%	de 15% à 0,00%
Table de mortalité	Insee 2015	Insee 2015
Age de départ en retraite (cadres et non cadres)	Entre 62 et 68 ans	Entre 62 et 64 ans

(*) *Taux iBoxx Corporate AA10+ au 31 décembre 2016*

3.18 Intéressement au capital, paiement en actions et assimilés

Aucun plan d'intéressement au capital ancien ou en cours n'existe au sein de Riber SA au jour de l'établissement du présent rapport.

Riber Inc a mis en place un plan d'épargne salariale dont la bénéficiaire est la société elle-même. Ce plan offre la possibilité aux salariés concernés d'épargner une partie de leur salaire, cette épargne étant complétée par l'employeur. La contribution de la société est déterminée annuellement par le conseil d'administration. Le montant de cette contribution n'est pas significative.

3.19 Information sectorielle

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produit et par zone géographique est présentée en note 7.1 ci-après.

Pour des raisons commerciales, la société ne souhaite pas communiquer d'information relative au résultat opérationnel par ligne de produits ou par zones géographiques, dans la mesure où l'ensemble de ses concurrents ne sont pas soumis à une telle obligation. En conséquence, les informations chiffrées ventilées par lignes de produits ou par zones géographiques ne sont produites qu'au niveau du chiffre d'affaires.

3.19.1 Segments

L'activité est structurée autour de trois segments opérationnels de lignes de produits définis comme suit :

Systèmes : machines d'Epitaxie par Jets Moléculaires (EJM) conçues ou composés sous environnement ultravide. Ces machines sont vendues soit à des industriels du secteur (systèmes « industriels »), soit à des laboratoires publics ou privés travaillant dans les domaines de la microélectronique ou de la physique des matériaux (systèmes « recherche et développement »).

Cellules effusion : équipements de dépôt de matière en couche mince destinés aux machines EJM (après-vente) ou des lignes de production d'écrans OLED, cellules solaires en

Accessoires, composants, SAV : activités de service associées aux produits vendus (vente d'accessoires consommables, support technique et scientifique, maintenance préventive et curative).

3.19.2 Zones géographiques

Les ventes sont réparties en quatre zones géographiques définies comme suit :

Amérique du Nord : Etats-Unis et Canada
Asie : continent asiatique incluant la Turquie
Europe : continent européen incluant la Fédération de Russie
Autres : autres régions du monde (Amérique latine, Océanie)

4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL

Le résultat par action non dilué® est obtenu en divisant le r®sultat net par capital. Pour le résultat par action dilué, la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation est ajustée pour tenir compte de la conversion en actions ordinaires potentiellement dilutives, des options accordées au personnel.

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Moyenne pondérée des actions ordinaires composant le capital et servant à calculer le résultat par action non dilué	21 022 777	19 051 139
Actions ordinaires potentielle totalité des bons/options de souscription	-	
Moyenne pondérée des actions ordinaires et potentiellement dilutives servant à calculer le résultat par action dilué	21 022 777	19 051 139

Les titres auto-détenus portés en déduction des capitaux propres consolidés ont été exclus du nombre moyen pondéré des actions en circulation pour leur montant moyen au 31 décembre 2016, soit 230 247 actions.

Le calcul est effectué en prenant pour hypothèse que les fonds sont recueillis à la date d'émission des éventuels bons et options de souscription d'actions et sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix du marché.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées par intégration globale :

Société	Siège	% contrôle 2016.12	% dôint 2016.12	% dôint 2015.12
Riber SA	31 rue Casimir Perier 95873 BEZONS France	Mère	Mère	Mère
Riber Inc	15 Liberty Street Metuchen, NJ 08840 USA	100	100	100
Riber Korea	Room 1 909 Songdo BRC Smart Valley 30 Songdo Mirae-ro YEONSU-GU, INCHEON KOREA	100	100	100

6 NOTES SUR LE BILAN

6.1 Ecart dôacquisition

(En milliers d'euros)	Cellules et sources	Systèmes	Ecart d'acquisition
Valeur brute à l'ouverture	2 156	105	2 260
Amortissements cumulés à l'ouverture	(1 336)		(1 336)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	**820**	**105**	**924**
Différences de changes		3	3
Variations de périmètre			
Valeurs brute à la clôture	2 156	108	2 264
Amortissements cumulés à la clôture	(1 336)		(1 336)
Valeurs nettes comptables à la clôture	**820**	**108**	**928**

Les écarts d'acquisition résultent pour 820 K€ de la prise de contrôle exclusive des actifs le 18 mars 2015 auprès de la société MBE Contr

A l'exception de l'impact des variations de change, aucun mouv

A la clôture de l'exercice 2015 et, un test de dépréciation était formalisé consistant à comparer l'écart d'acquisition dégagé, aux flux futurs de trésorerie actualisés issus des prévisions d'activité et de résultat sur le segment opérationnel « Cellules et sources ».
Pour l'exercice 2016, un test de dépréciation sur l'ensemble des actifs corporels et incorporels (y compris les goodwill) considérés comme une seule UGT (Unité génératrice de trésorerie au sens de la norme IAS 36) a été réalisé sur la base des cash flows actualisés attendus sur la durée d'utilisation de l'actif. Cette durée d'utilisation a été déterminée en fonction de la durée de vie résiduelle de son activité économique.
Les prévisions d'exploitation sont basées sur le Business Plan établi par la Direction, qui a également servi de base aux tests de dépréciation sur les goodwill. Les hypothèses de taux de croissance à long terme et de taux d'actualisation retenues sont les suivantes :

Un test de dépréciation a conduit au 31 décembre 2006 à constater une dépréciation de 850 K€ afin de ramener celui-ci à une valeur nette de 1.670 K€. Une dépréciation complémentaire de 850 K€ a été constatée au 31 décembre 2007 du fait de la diminution du chiffre d'affaires de

Au 31 décembre 2016, un test de dépréciation a été réalisé sur l'ensemble des actifs corporels et incorporels de Riber sur la base des hypothèses suivantes :

- périmètre : activité
- taux d'actualisation après impôts : 10,00 %
- durée des prévisions établies : 5 ans
- taux de croissance terminale de l'activité :1,50 %

Les résultats de ce test ont conduit à maintenir la valeur nette de cet écart d'acquisition

Au 31 décembre 2016, le Groupe a estimé qu'aucun indice de perte de valeur n'était susceptible de remettre en cause les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et n'a donc pas modifiées.

Les tests de sensibilité montrent qu'une hausse du taux d'actualisation de 100 points de base conduirait à une dépréciation. De même, une baisse de 100 points de base du taux de croissance à long terme ne conduirait pas à la constatation d'une dépréciation.

En outre, une analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres clés (cash flows générés, taux d'actualisation, taux de croissance terminale) ainsi qu'à une variation de 10% des cash flows n'a pas conduit à la dépréciation.

6.2 Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Concessions et brevets	Marques	Frais de développ.	Autres immo incorp	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 692	80	3 171	737	5 680
Amortissements cumulés à l'ouverture	(1 377)		(1 291)	(238)	(2 906)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	**315**	**80**	**1 880**	**499**	**2 774**
Différences de change	2				2
Variations de périmètre					
Acquisitions	12		255		267
Cessions					
Sorties de projets entièrement amortis			701		701
Amortissements cumulés des projets entièrement amortis			(701)		(701)
Reclassements					
Dotations, reprises aux amortissements	(141)		(899)	(35)	(1 074)
Valeurs brutes à la clôture	1 711	80	2 725	736	5 252
Amortissements cumulés à la clôture	(1 523)		(1 489)	(271)	(3 283)
Valeurs nettes comptables à la clôture	**188**	**80**	**1 236**	**465**	**1 969**

La diminution en valeur nette comptable des immobilisations incorporelles résulte principalement de l'amortissement des frais de R&D de 899 K€ et de l'activation des nouveaux développements applicatifs. (Se reporter à la note 7.4).

Au 31 décembre 2016, il n'existe pas d'indice de perte de valeur des im

6.3 Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Terrains	Construc-tions	Installations techniques et agencements	Mobiliers et materiel informatique	Immob. en cours	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 351	483	10 404	639	2	12 879
Amortissements cumulés à l'ouverture		(213)	(7 357)	(577)		(8 147)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	**1 351**	**270**	**3 047**	**62**	**2**	**4 732**
Différences de change						
Variations de périmètre						
Acquisitions			198	23		221
Cessions	(51)	(17)	(4)	(1)		(72)
Reclassement	132	(77)	156			211
Dotations et reprises aux amortissements		65	(544)	(20)		(500)
Valeurs brutes à la clôture	1 433	472	10 783	662	2	13 352
Amortissements cumulés à la clôture		(231)	(7 930)	(598)		(8 759)
Valeurs nettes comptables à la clôture	**1 433**	**241**	**2 853**	**64**	**2**	**4 593**

Profitant de la réorganisation des méthodes de production dans le cadre du programme « lean manufacturing » et après autorisation du Conseil de surveillance, la Société avait mis en vente fin 2014 une partie du site de Bezons (hall D) alors non exploité et dont la propriété n'était pas indispensable au d actifs concernés avaient alors été isolés sous la rubrique « actifs détenus en vue de leur vente ».

En date du 17 juin 2016, le groupe a procédé à la cession définitive de cet immeuble par un prix de vente de 2 600 K€. Le gr dégage ainsi sur cette opération une plus-value comptable de 230 K€, comptabili charges et produits opérationnels.

L'investissement relatif aux installations techniques et agen nouvelle entrée de RIBER, après cession du hall D.

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations techniques et agencements	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	984	295	1 938	3 217
Amortissements		(116)	(542)	(658)
Valeurs nettes comptables reclassées à l'ouverture	**984**	**179**	**1 396**	**2 559**
Reclassement des actifs non cédés	(132)	(10)	(156)	(298)
Frais immobilisés sur actifs cédés	51	17		68
Valeurs nettes comptables cédées	**903**	**186**	**1 240**	**2 329**
Prix de vente				**2 600**
Travaux				**(41)**
Plus-value nette de cession				**230**

6.4 Actifs financiers

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Titres de participation non consolidés et créances liées	290	219
Liquidité sur contrat d'animation de cours	192	73
Dépôts et cautionnement	38	24
Total	**520**	**316**

6.5 Stocks et en-cours

(En milliers d'euros)	Matières premières et approvision-nements	Produits intermé-diaires	En cours	Produits finis	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	6 133	2 672	1 428	1 801	12 034
Provisions cumulées à l'ouverture	(2 664)	(1 061)	(142)	(1 062)	(4 929)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	**3 469**	**1 611**	**1 286**	**739**	**7 105**
Différences de change					
Variations de périmètre	-	-	-	-	
Variations	(1 587)	(803)	2 392	(367)	(365)
Reclassement	-	-	-	-	
Dotation provisions d'exploitation		(203)	(9)	(78)	(290)
Reprise de provisions d'exploitation	747	4	75	72	898
Valeurs brutes à la clôture	4 546	1 869	3 820	1 435	11 670
Provisions cumulées à la clôture	(1 917)	(1 260)	(76)	(1 068)	(4 321)
Valeurs nettes comptables à la clôture	**2 629**	**609**	**3 744**	**367**	**7 349**

La décroissance significative des stocks de matières premières et produits intermédiaires par rapport au 31 décembre 2015 s'explique essentiellement par des produits versés en-cours de consommation.
Le stock de produits finis correspond exclusivement à des pièces et composants destinés à l'activité de vente de pièces détachées et accessoires.
La variation des stocks d'en-cours correspond principalement aux machines EJM en cours de fabrication et livrables en 2017.

6.6 Créances clients

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Créances clients et comptes rattachés	7 363	5 520
Provision pour dépréciation	(256)	(311)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	**7 107**	**5 209**

L'augmentation des créances clients s'explique principalement par l'activité soutenue au cours du second semestre 2016.

Les créances s'analysent comme suit par échéance :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Créances non échues et non dépréciées	6 151	4 754
Créances échues 0 à 90 jours	853	120
Créances échues > 90 jours	103	334
Créances provisionnées	256	311
Valeur au bilan	**7 363**	**5 520**

6.7 Autres actifs courants

(En milliers d'euros)	Avances et acomptes sur commandes	Créances sur personnel & org. sociaux	Etat créances d'impôt (Hors IS)	Etat créances d'impôt sur les bénéfices	Autres créances	Charges constatées d'avance	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	78	20	268	678	196	139	1 379
Provisions cumulées à l'ouverture	(44)						(44)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	**34**	**20**	**268**	**678**	**196**	**139**	**1 335**
Différences de change							
Variations de périmètre							
Variations	73	3	55	122	(110)	(58)	85
Reclassement							
Provision							
Valeurs brutes à la clôture	151	23	323	800	86	81	1 464
Provisions cumulées à la clôture	(44)						(44)
Valeurs nettes comptables à la clôture	**107**	**23**	**323**	**800**	**86**	**81**	**1 420**

Les créances d'impôts sont aux Crédit Impôt Recherche, Crédit Impôt Innovation et Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi.

6.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Disponibilités	2 476	586
Valeurs mobilières de placement		
Trésorerie active	**2 476**	**586**
Concours bancaires courants	(1)	(462)
Trésorerie passive	**(1)**	**(462)**
Trésorerie nette	**2 475**	**124**

La trésorerie à fin décembre 2016 est positive de 2,5 Mú, hausse de 2,4 Mú par rapport à décembre 2015. Cette variation positive résulte essentiellement de l'encaissement du produit de cession des investissements pour 1,3 Mú. La Société a par ailleurs réalisé des investissements pour 0,7 Mú.

6.9 Passifs financiers à moins d'un an

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Concours bancaires courants	1	462
Dettes financières courantes		732
Passifs financiers à moins d'un an	**1**	**1 194**

Au 31 décembre 2015, les dettes financières courantes étaient composées de deux crédits de préfinancement export consentis au groupe au cours du second semestre 2015 pour un montant de 732 Kú
Ces deux crédits ont été totalement remboursés le 31 mars 2016.

6.10 Provisions

Provisions non courantes

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Solde net à l'ouverture	630	721
Changement de méthode		
Ecart actuariel	32	(13)
Coûts des services rendus	41	51
Reprises provisions non utilisées	(46)	(117)
Reprises provisions utilisées	(56)	(13)
Total	**600**	**630**

Les provisions non courantes d'un montant de 600 Kú au 31 décembre 2016 (contre 630 Kú au 31 décembre 2015) correspondent aux indemnités de départ à la retraite pour 577 Kú et aux médailles pour 23 Kú. Les reprises de provisions sont principalement liées aux personnels ayant quitté le groupe au cours de l'exercice.

A fin 2016, la société a retenu un taux de 1,31 % (contre 2,03 % fin 2015) afin de valoriser les engagements de retraite. Le test de sensibilité prenant en compte les résultats présentés ci-après : Inflation du

Taux d'actualisation	Provision pour engagements de retraite et médailles du travail
Variation +0,5%	576
Variation +0,0%	600
Variation -0,5%	624

Provisions courantes au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros)	Provision pour garantie	Provisions pour charges	Provision pour litiges	Provision pour risques	Total
Solde net à l'ouverture	179			99	**278**
Dotations	82	513	16	100	**712**
Reprises provisions utilisées	(86)	(475)		(134)	**(695)**
Reprises provisions non utilisées		(253)		(56)	**(309)**
Reclassements		499			**499**
Total	**175**	**285**	**16**	**9**	**485**

A compter de 2016, les coûts d'installation sont comptabilisés, non plus en charges à payer mais en provisions pour charges (soit 285 K€ au 31 décembre 2016), d'où l'augmentation des provisions courantes par rapport à 2015.

Provisions courantes au 31 décembre 2015

(En milliers d'euros)	Provision pour garantie	Provision pour litiges	Provision pour risques	Total
Solde net à l'ouverture	223	20		**243**
Dotations	105		99	**204**
Reprises provisions utilisées	(149)	(20)		**(169)**
Reprises provisions non utilisées				
Total	**179**	**0**	**99**	**278**

6.11 Dettes fournisseurs

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Fournisseurs de biens et services	2 282	2 434
Fournisseurs d'immobilisations	62	76
Total	**2 344**	**2 510**

La variation des fournisseurs d'immobilisations correspond au règlement sur la période de 121 K€ (soit 113 K€) en contrepartie de la dette d'acquisition des actifs MB-6. Cette dette est comptabilisée dans les dettes sociales (cf note 6.12 ci-dessous).

6.12 Autres dettes

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Dettes fiscales et sociales	1 794	2 773
Avances reçues sur commande	5 185	2 554
Autres dettes et comptes de régularisation	96	90
Commissions à payer aux agents	369	170
Instruments dérivés		
Total	**7 444**	**5 587**

Sur l'exercice 2015, il avait été provisionné des indemnités de
lié au traitement comptable du complément de prix relatif à l
La variation des dettes sociales inclut le versement en 2016 de l'intégralité d
règlement de 209 KUSD (189 K€) soldé partiellement cette dette d'earn out relative à l'acqu
2015.
La hausse des avances reçues sur commandes s'explique par l'enregistrement
2016 et 12,1 M€ fin décembre 2015).
Au 31 décembre 2016, le Groupe ne possède aucun contrat de couverture à terme en devises étrangères concernant des commandes de machines.

N.B La ligne « Incidence des variations de périmètre » dans le TFT de (299 K€) se reconstitue de la f
- Solde de la dette d'acquisition acquisition 2015 (note 6.11) act (110 K€) MBE Contr
- Règlement partiel de la dette d'earn (cf. dessus) relati (189 K€) MBE Control
(299 K€)

6.13 Impôts sur les bénéfices et impôts différés

Au 31 décembre 2015, le Groupe disposait de déficits fiscaux indéfiniment reportables sur les bénéfices fiscaux futurs de la société Riber SA d'un montant de 24,8 M€. Au 31 décembre 2016, ce montant s'élève à 25,4 M€.

Au 31 décembre 2016, compte tenu du caractère relativement cyclique de
créances d'impôt différé sur déficits fiscaux qu'il estime recouvrable

6.13.1 Détail des impôts différés au niveau de l'état de la situa

Les impôts différés actifs sur déficits reportables non activés au 31 décembre 2016 s'établissent à 7,1 M€ (contre 7,9 M
31/12/2015) du fait de la baisse des taux d'impôt promulguée pour le

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Différences temporaires	7	9
Provisions pour avantages aux personnels	167	209
Pertes reportables sur les bénéfices fiscaux futurs	322	645
Provisions et marges internes	68	12
Amortissements des actifs en juste valeur	79	82
Autres	17	
Total impôts différés actifs	**660**	**957**
Marge interne sur stock	65	
Frais de recherche et développement	357	647
Frais d'acquisition d'immobilisation	48	93
Contrats de locations	58	89
Amortissement des actifs destinés à la vente		12
Autres retraitements	131	116
Limitation des impôts différés		
Total impôts différés passifs	**660**	**957**
Actifs (passifs) nets d'impôt même entité fiscale		

Les impôts différés actifs résultant des déficits fiscaux ont été activés afin de compenser le solde dô
des différences temporaires.

6.13.2 Détail des impôts sur les bénéfices et des impôts différés au compte de résultat

Au 31 décembre 2016, comme au 31 décembre 2015, le Groupe na aucun impôt courant et différé.

Rapprochement entre la charge dôimp¹t th®orique et r®elle

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net des sociétés intégrées	(1 093)	(6 363)
Impôt sur les résultats		
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(1 093)	(6 363)
(Charge) ou produit d'impôt théorique à 34,43%	376	2 191
Déficits activés		
Déficits créés	(370)	(2 517)
Déficits utilisés		
Différenciel de taux	16	100
(Charges) non déductibles ou produits non imposables *	(22)	227
Charge d'impôt réelle	**0**	**0**
Taux d'impôt effectif	**0%**	**0%**

(*) dont Cr®dit dôimp¹t Krúe cette®dit dôimp 44 Kú en 6 (contre 499 Kú en 80 Kú respectivement en 2015)

6.14 Capitaux propres

Au 31 décembre 2015, le capital social sô®levait ¨ 3.092.348,96 úet 19.327.181 actions
de 0,16 ú.

Le 17 ao¾t 2016, le Groupe a proc®d® ¨ une augmentation de 72 cap
ú et ¨ une valeur nominale de 0,16 ú.

Au 31 d®cembre 2016, le capital social est de 3.684.483,84 úet 23.028.024 p
22.643.519 ú

Aucun dividende nôa ®t® vers® au cours de lôexercice 201

6.15 Bons de souscription dôactions et options de souscription

Aucune nouvelle attribution gratuite au cours des exercices 2007 à 2016 inclus et par ailleurs, aucun bon de souscription d'action ou option de souscription d'action n'est actuellement en vigueur.

6.16 Rachat dôactions

Un programme de rachat dôactions a ®t® mis en place par l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2002 confirmée depuis par les Assemblées Générales Mixtes successives et notamment celles du 3 juin 2014 et du 22 juin 2016. Un rapport dôinformation d®crivant ce programme a été présenté aux actionnaires au sein du rapport annuel de la Société.

Au 31 décembre 2016, la Société détient 202 actions propres figurant en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 2 703 úpour un cours de bourse moyen du mois de décembre 2016, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2016 était de 189 ú.

Par ailleurs, dans le cadre de son contrat de liquidité, la Société détenait, au 31 décembre 2016, 166 650 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 122 136 ú. Sur la base du cours de bourse moyen du mois de décembre 2016, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2016 était de 155 699 ú. La trésorerie affectée ¨ ce contrat de liquidité s'élève à 109 Kú au 31 décembre 2016 contre 33 Kú au 31 décembre 2015 et est classée au bilan en actifs financiers.

6.17 Actifs et passifs éventuels

A la fin du premier semestre 2014, RIBER a été informé de l'ouverture d'une procédure prud'homale consécutive au départ d'un cadre de Direction réclamant des indemnités diverses.

Par décision en date du 2 juin 2015 du Conseil de prud'hommes de Puteaux, RIBER a été débouté de l'ensemble de ses prétentions. Malgré l'appel interjeté par le salarié, RIBER estime avoir de sérieux arguments pour contester ceux de son ancien salarié, et considère le risque financier éventuel comme faible. Suite à l'appel interjeté par le salarié, la cour d'appel de Versailles a confirmé, par arrêt rendu le 2 février 2017, le jugement du Conseil de prud'hommes de Puteaux du 2 juin 2015.

En application des normes comptables, aucune provision n'a été constatée au 31 décembre 2016.

A l'exception de ce litige, le Groupe n'a actuellement pas connaissance de faits susceptibles d'affecter ou d'avoir affecté substantiellement son activité, sa situation financière ou son résultat.

7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1 Chiffre d'affaires

L'analyse du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée ci-après de même que par ligne de produit et

Par ligne de produit

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Systèmes industriels	5 000	
Systèmes "recherche et développement"	3 826	6 053
Cellules et soures d'effusion	3 025	2 488
Accessoires, composants, SAV	4 603	4 226
Total	**16 454**	**12 767**

Le chiffre d'affaires 2016 du Groupe s'élève à 16,5 M€, en hausse de 29% par rapport à l'exercice précédent. Cette forte croissance du chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année a été soutenue par un 4ème trimestre 2016, la croissance du chiffre d'affaires s'est accélérée.

Le chiffre d'affaires des systèmes MBE s'établit à 8,8 M€ en progression de 46% par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration du mix en produit par rapport à l'exercice précédent. 5 systèmes de recherche et production ont été livrés en 2016 alors qu'aucun n'avait été livré en 2015.

Le chiffre d'affaires des sources et accessoires s'établit à 4,6 M€ en progression de 9% par rapport à l'exercice précédent, tirée par les ventes commerciales entreprises depuis plusieurs années.

Le chiffre d'affaires des cellules et sources de 3 M€ est en croissance de 22% par rapport à l'exercice précédent, tirée par les ventes de solutions de RIBER dans les champs d'application toujours plus divers des LED, des fibres optiques et des applications industrielles spécifiques.

Par zone géographique

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Amérique du Nord	3 628	1 255
Asie	8 138	4 480
Europe	4 679	5 773
Autres	9	1 259
Total	**16 454**	**12 767**

7.2 Coût des produits vendus

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Consommations matières premières, approvisionnements et marchandises	(7 114)	(6 759)
Charges de personnel de production	(2 668)	(2 739)
Sous-traitance	(76)	(67)
Transport et frais d'installation	(562)	(725)
Dotations amortissements et variations provisions (garantie	(575)	(235)
Autres frais (entretien, é)	(41)	(106)
Total coût des produits vendus	**(11 037)**	**(10 629)**

L ô a u g m e n t a t i o n d e 5 , 3 % d e s c o n s o m m a t i o n s e s t l i ® e ¨ l ô a d u u g m c e h n i t f a f t r i e o n d ô a f f a i r e s .

La forte augmentation des dotations aux amortissements et variations des provisions est due au fait que les c o ¾ t s d ô i n s t a relatifs aux systèmes sont comptabilisés en provisions pour charges et n o n p l u s e n c h a r g e s ¨ p a y e r (2016). (Se reporter à la note 6.10)

7.3 Charges commerciales

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Commissions agents	(631)	(293)
Frais commerciaux internes	(2 396)	(2 648)
Total	**(3 027)**	**(2 941)**

Les charges commerciales (3 027 K ú) sont stables.
L ô a u g m e n t a t i o n d e s c o m p r e n s é e p a r l a b a i s s e d e l a m a s s e s a l a r i a l e l i é e à l a r é o r g a n i s a t i o n d e s é q u i p e s .

7.4 Recherche et Développement

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Frais bruts	(2 432)	(2 633)
Subventions	40	117
Déduction du crédit d'impôt recherche et innovation	700	580
Activation des frais de développement (note 6.2)	255	419
Amortissement des frais de développement (note 6.2)	(899)	(762)
Total	**(2 336)**	**(2 279)**

A u c o u r s d e l ô e x e r c i c e 2 0 1 6 , R i b e r d e a o u m r a s i u n i t v e m e u l s ô a n m ® l f i f o r r a t t i d o ô n i r compétitivité de ses produits sur ses principaux marchés

Les principaux projets développés concernent :

- ¶ C e l l u l e s l i n ® a i r e s J e t l i à h a u q t e u t e m p é r a t e u r d e m a t é r i a u x , e t l q ô i ® s o n t a d e s t i n é e a s t a u x o n applications OLED ou Photovoltaïque : poursuite des essais de validation des process ;
- ¶ Logiciel de supervision et pilotage des machines : développement de nouvelles fonctionnalités clients, amélioration de l ô e r g o n o m i e d ô ® d i t i o n e t c o n t r o l d u p r o c e s s , e x t e n s i o n d e s
- ¶ Partenariat de recherche Riber/IMEC initialisé en 2012 dans le cadre du projet EDL450 visant à la qualification de la machine MBE8000 : préparation pour le démarrage de la phase de qualification process ;

Enfin, Riber participe depuis début 2012 à un programme de recherche en partenariat avec IMEC (Université de Louvain en B e l g i q u e) e t d ô a u t r e s i n d u s t r i e l s d u s e c t e u r a f i n d e m e t t r e a des matériaux III-V. Dans ce cadre, les investissements sur le MBE 8000 se sont poursuivis.

E n 2 0 1 6 , l ô e f f o r t 4 , 2 d ô e d R & D c h r i e f p r r ® e s e d n ô t a e f f 1 a i r e s c o n s o l i d ® .

7.5 Administration

Les charges administratives (2 021 Kú) diminuent de 424 Kú, (19,7 %), principalement du fait dôu personnel des fonctions support.

7.6 Effectifs et montants des rémunérations

Lôeffectif du Groupe est le suivant

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Ingénieurs et cadres	44	45
Agents de maîtrise	19	16
Employés et ouvriers	28	35
TOTAL	**91**	**96**

La masse salariale se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Salaires et traitements	(4 888)	(5 869)
Charges sociales	(1 705)	(2 044)
Participation des salariés		
Autres charges de personnel	9	(10)
Dotation / reprise engagement retraites	62	80
TOTAL	**(6 522)**	**(7 843)**

La forte diminution des frais de personnel par rapport au 31 effectifs et le départ de cadres dirigeants.
Les charges de personnel au 31 décembre 2016 ne comprennent plus 771 Kúeu de la société MBE Control en 2015. En effet, les paiements complémentaires futurs au profit du vendeur salarié sont considérés comme venant en compensation de services attendus de ce dernier. Ils constituent donc une rémunération post acquisition, laquelle fait lôobjet dôun paiement ®tal® jusquôau 31 janvier

Le montant des salaires et traitements est minoré des sommes à recevoir au titre du Crédit Impôt Compétitivité et Emploi (100 Kú) et dont lôusage est destin® ¨ financer une partie de lôeff

7.7 R®mun®ration des organes de direction et de surveillance

Nom des mandataires sociaux	Instance	Rémunération fixe 2016	Rémunération variable 2016 et indemnités	Intéressement	Avantages en nature
Anne Geoffroy	Conseil de Surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant
Christine Monier	Conseil de Surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant
Jacques Kielwasser	Conseil de Surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant
Didier Cornardeau	Conseil de Surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant
Bernard Raboutet	Conseil de Surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant
Gérard Nicou	Conseil de Surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant
Etienne Grodard	Directoire	73 247	Néant	Néant	Néant
Michel Picault	Directoire	54 286	Néant	Néant	Néant
Guillaume de Bélair	Directoire	7 197	Néant	Néant	Néant

Durant lôexercice de la mandature, des jetons de présence ont été alloués aux membres du Conseil de surveillance clos le 31 décembre 2016. Pour lôexercice 2015, cette r®mun®ration a été calculée en tenant compte du renouvellement en cours du Conseil de surveillance et de la répartition variable des jetons de présence entre les membres

Les membres du Conseil de surveillance ont per-u des jetons de présence (100 Kú en 2015).

Les mandataires sociaux nôont-options au cours de ® exercices 2015 et 2016
accord pr®voyant une indemnisation des dirigeants en cas de d®

7.8 Formation des salariés

Depuis le 1er janvier 2015, les salariés peuvent mobiliser les heures acquises au 31 décembre 2014 au titre du DIF (Droit Individuel à la Formation) qui ont été intégrées dans le CPF(Compte Personnel de Formation). Par ailleurs, ils peuvent également mobiliser les heures acquise au titre du CPF depuis le 1er janvier 2015 (dans la limite de 150 heures) pour réaliser des formations conduisant ¨ une qualification professionnelle. L
nombre dôheure acquises par le salari®.

7.9 Autres produits et charges opérationnels

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Valeur nette comptables des actifs cédés	(2 370)	
Coût de restructuration	0	(240)
Frais d'acquisition de MBE Control		(132)
Rémunérations post-acquisitions	(71)	(316)
Dépréciation des immobilisations corporelles	(2)	(88)
Dépréciation sur créances	(110)	(97)
Provisions litiges	(16)	
Charges relatives à la conciliation et restauration de la gourvenance	(275)	
Autres charges	(23)	
Total des autres charges	**(2 868)**	**(873)**
Produit des cession d'actifs imobilisés	2 600	4
Reprise dépréciation des immobilisations corporelles	88	
Reprise sur créances	83	
Autres produits	315	52
Total des autres produits	**3 086**	**56**
TOTAL	**219**	**(817)**

Le produit de cession 6 000 Kú est relatif à la vente d'un immobilier situé au 2 et 3 Cour des
à la plus-value de cession de 230 Kú. du hall D d®taill®e en note 6.3

7.10 Résultat financier

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Produits financiers liés aux placements de trésorerie		
Intérêt des emprunts	(13)	(6)
Coût de l'endettement net	**(13)**	**(6)**
Produits nets sur cession de VMP		
Instruments de couverture de change		96
Autres frais et produits financiers	(86)	(58)
Résultat de change	136	9
Total autres charges et produits financiers	**50**	**47**
Total	**37**	**41**

8 INFORMATION AU TITRE DES HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

En euros	Mazars		Boissière Expertise Audit		RSM	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Commissariat aux comptes, certification des comptes sociaux et consolidés	62 000	68 025		20 000	52 860	32 720
Autres missions						
Total	**62 000**	**68 025**		**20 000**	**52 860**	**32 720**

(*) *montants dédiés à la certification des comptes de la société mère, des comptes consolidés semestriels et annuels (hors frais de mission et contributions)*

9 INFORMATION SUR LES RISQUES

9.1 Information sur les risques liés à l'activité du Groupe

Risques d'échec ou de retard de développement des produits

Sur le marché mature des machines sur les nouveaux marchés de composants (cellules solaires, OLED, sources) pour les machines de dépôt de couches minces pour OLED et pour panneaux solaires, Riber bénéficie d'une expérience et d'un savoir-faire technologique. Bien que la Société maîtrise en interne les principales technologies nécessaires à la conception des machines (métallurgie, mécaniques sous ultravide, automatismes, évaporation de matériaux complexes, déposition de couches minces épitaxiées ou non), le développement de nouveaux composants ou nouvelles machines pour les laboratoires de recherche ou les industriels peut s'avérer plus complexe qu'initialement anticipé et entrainer des retards.

Afin de réduire ces risques, Riber organise ses développements en projet. Chaque projet qui réunit les compétences nécessaires au bon déroulement de celui-ci et qui assure le contrôle rigoureux des principaux jalons de celui-ci.

Risque de dépendance vis-à-vis des activités principales

La stratégie déployée vise à développer et rentabiliser son activité de composants moléculaires, notamment au travers du développement des activités de service qui complètent de façon récurrente le Chiffre d'affaires, tout en diversifiant ses activités de composants moléculaires vers des composants industriels à fort potentiel.

A ce titre, une réflexion stratégique est engagée en anticipation du processus budgétaire annuel. Le plan stratégique à moyen terme ; cette réflexion s'appuie sur un effort de veille et d'études réalisées par le Contrôle de gestion. Les travaux sont présentés lors de réunions spécifiques du Comité stratégique, émanation du Conseil de surveillance.

Risques liés à la concurrence

La concurrence sur le marché des machines EJM et des pièces détachées Riber est forte. Riber est en concurrence avec plusieurs sociétés principalement engagées dans la conception, la fabrication et la commercialisation des machines EJM et des pièces détachées ou accessoires s'y rattachant. Les principaux critères sont les performances et/ou le coût de possession, la qualité, et le délai de livraison.

Il se pourrait que les concurrents perfectionnent leurs machines existantes ou développent des générations futures de machines EJM dont le prix, le délai de livraison et la performance seraient meilleurs que ceux des produits développés par Riber. Une pression concurrentielle accrue pourrait mener à une intensification de la concurrence par les prix entraînant une baisse des prix et des marges, qui nuiraient au résultat d'exploitation et à la capacité d'investissement compétitif.

Les avancées en matière de technologies de production de semi-conducteurs composés alternatives pourraient réduire la compétitivité de la technologie EJM qui est une technologie parmi dôautres utilis compos®s (MOCVD, é).

La capacit® de Riber ¨ rester comp®titif d®pend donc de lôa lôintroduction de nouveaux produits afin de satisfaire de façon opportune les besoins des clients.

Le risque concurrentiel concerne ®galement les nouveaux marc dôinnovation, les pôles de possession, la qualité et le délai de livraison ainsi que la qualité des partenariats et la réactivité (proximité technique et géographique) sont des facteurs différenciants.

Risques de dépendance vis-à-vis de certains clients

Les achats de machines EJM couvrant des besoins pluriannuels et la clientèle étant diversifiée, Riber est faiblement exposée au risque de dépendance vis-à-vis de certains de ses clients. A ce titre, aucun client ne représentait plus de 16 % du chiffre dôaffaires annuel en 2016.

Risque pays

Les activit®s de la soci®t® (R&D, production, traitements de surfaces) sont localisées en France. A, é) lô®tranger, Riber dispose en propre de deux filiales aux Etats-Unis et en Corée du Sud ainsi quôun bureau de repr®sentation localis® en Chine. Riber aucun nôest sujet ¨ une forte instabilit® politique. Riber b®n

Risques liés à la nécessit® de conserver, dôattirer et de retenir le perso

Riber profite dôune forte r®putation aupr¨s de ses clients dans le secteur communautaire dôactivit® dôattirer du personnel qualifi® et poursuit une politique active de formation, dôint®ressement ¨ la performance et de promotion interne. Les ressources humaines lôefficacit® de la fonc formation des personnels contribuent ¨

Risques industriels li®s ¨ lôenvironnement et ¨ lôutilisation

Une activité du site principal de la société est soumise à autorisation préfectorale. La Société est en contact régulier avec les services de la Préfecture qui visite le site une fois par an, et elle se conforme strictement aux recommandations formulées. Par ailleurs, le Comit® dôHygi¯ne, de S®curit® et des Conditions de condition s de s®curit® et de protection des personnes, ainsi que l

La Soci®t® consacre chaque ann®e un budget significatif ¨ la mise en

Risques industriels liés à la centralisation des installations de production

Lôensemble des biens et services de la soci®t®, est fabriqué ou ® a est entièrement propriétaire. En raison de la centralisation de son activité de production, Riber est exposée à des interruptions de son activit® li®es ¨ des coupures de courant, des catastrophes localis®s. Des interruptions dues à la relation entre Riber et ses clients peuvent se traduire par un ajournement réalisation ou le report de certaines ou de la totalité des ventes.

Risques industriels liés à l'exploitation des installations

Le site de Bezons profite de plusieurs dispositifs de sécurité contre le vol, les dégradations, le piratage informatique, ainsi que de dispositif de prévention des risques et de gestion de continuité. Au travers des processus et des infrastructures, une attention particulière est portée à la sécurité des personnels, à la qualité de l'environnement de sinistre majeur n'est à déplorer ce jour.

La Société a mis en place une politique de couverture des risques conditions habituelles du marché. L'une de ces polices couvre installations.

9.2 Information sur les risques financiers

Risques de marché en cas de variation des taux de change

Le résultat d'exploitation de Riber peut être affecté par des variations de taux de change, principalement celui entre l'euro et le dollar américain. En effet, la plupart des charges d'exploitation de Riber sont libellées en euros alors qu'une partie de son chiffre d'affaires consolidé est libellé en dollars américains (12 % a et au Canada). La politique de Riber est de surveiller et de réduire ce risque de change.

Riber est indirectement exposée au risque de change dans le cas où les budgets de ses clients sont libellés en monnaie locale. Une dévaluation significative de ces monnaies peut avoir une réalisées.

Risques de marché en cas de variation des taux d'intérêts

Le Groupe est désendetté au 31 décembre 2016. Il est de ce fait exposé à une baisse des taux d'intérêt.

Risques de marché en cas de variation des cours des actions

Le risque sur actions correspond à une variation défavorable de la valeur des titres de sur ses propres titres et ce dans le cadre des autorisations tenue de marché et de liquidité dont la gestion est assurée par Oddo Corporate finance. Les interventions effectuées en 2016 sont résumées dans le Rapport de gestion du Directoire ainsi que dans le rapport spécial du Directoire sur le programme de rachat d'actions propres joint au Rapport annuel.

Au 31 décembre 2016, la Société détient 202 actions propres p correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2016, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2015 était de 1 849 €. D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 122 532 €. Sur la ba 0,93429 € correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2016, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2016 était de 155 699 €.

Risques de liquidité et de trésorerie

Au 31 décembre 2016, la trésorerie et équivalents de trésorerie est nul. La visibilité de la trésorerie, compte 2.5 tenu du cycle de réalisation des commandes de machines (qui va un an glissant. L'état de la trésorerie fait l'objet d'un reporting régulier Direction de la société.

Du fait des perspectives de trésorerie et du développement de l'exploitation.

La société procède périodiquement à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Risques de financement à moyen terme

Au 31 décembre 2016, la Société est entièrement désendettée.

Afin de limiter les risques induits, la Société recherche activement des sources d'organismes publics (subventions, avances remboursables, etc).

Risques de marché en cas de variation des cours des matières premières

Les produits fabriqués par Riber nécessitent l'achat d'aciers destinés à la production de certains composants mécaniques. Ces derniers matériaux représentent entre 2 % et 5 % du prix de revient des machines EJM.

Afin de se prémunir du risque de variation des cours de ces matériaux, la Société dispose de stocks de sécurité et diversifie dans la mesure du possible ses approvisionnements. Les variations de cours significatives sont prises en compte lors de la tarification des produits et la Société réfléchit à la mise en

Risques de contrepartie

La Société travaille avec des banquiers et assureurs de premier plan et veille à la santé financière de ses principaux fournisseurs, prestataires de service, partenaires stratégiques et représente diversifier ses approvisionnements en cas de défaillance et ce dans un délai compatible avec la continuité de ses opérations, elle reste dépendante d'un certain nombre de fournisseurs entrainer des retards de livraisons ou des décalages de croissance.

Risques de fluctuation des résultats en cours d'année

La part du chiffre d'affaires réalisée au cours du dernier trimestre des livraisons de système EJM. La répartition du chiffre d'affaires sur les 3 derniers exercices est la suivante :

	2014	2015	2016
1er trimestre	11 %	21 %	9 %
2ième trimestre	18 %	23 %	34 %
3ième trimestre	26 %	16 %	7 %
4ième trimestre	45 %	40 %	50 %

La reconnaissance du chiffre d'affaires intervenant généralement à l'expédition de la production d'un ou plusieurs systèmes en fin d'année peut peser sur le résultat de l'exercice.

La forte concentration récurrente des livraisons sur le second semestre peut rendre les résultats semestriels nettement déficitaires et avoir un impact défavorable sur la situation financière à mi année (absence de complète couverture des charges fixes). Ces fluctuations d'activité rendent de fait difficile l'exploitation de tendances.

Risques de fraude

La Société attache une attention particulière à la prévention et la détection des fraudes éventuelles au travers d'actions de sensibilisation des personnels (en impliquant éventuellement des intervenants extérieurs comme les partenaires bancaires, les assureurs, la DCRI, …), de revue régulière des principaux processus sensibles (délégations de pouvoir, double signature, …).

9.3 Information sur les risques juridiques

Risques liés à la propriété intellectuelle

La Société dépose des brevets afin de protéger les inventions qui lui apparaissent critiques par rapport à ses marchés et à son développement. Dans la mesure du possible, les brevets sont réalisés avec l'assistance de Riber dans ses démarches de dépôt et d'entretien des brevets.

Riber ne réalise aucune production sous licence ou nécessitant l'acquisition de brevets détenus par des tiers.

Par ailleurs, une attention est portée au risque de copie lors de la conception technique des produits de la Société.

Enfin, Riber organise régulièrement des cessions de sensibilisation du personnel à la sécurité industrielle.

Risques liés à des litiges techniques

Les principaux risques de litiges auxquels la Soci®t® se trou
commandes et dôatteinte des performances contractuelles promises aux

Afin de réduire le risque, les performances contractuelles reprises dans les offres commerciales sont revues et validées par les Directeurs de la société. Les machines sont assemblées et testées en usine, une attention particulière est portée aux conditions dôemballage et de transport des mat®riels.

En cas de difficult® lors de lôinstallation ou de la mise en
techniciens ou ingénieurs qualifiés pour résoudre les difficultés.

Des recours dôassurance sont engag®s d¯s lors quôune avarie
fonctionnement des matériels.

Risques liés à des litiges juridiques

Afin de limiter le risque juridique, la Soci®t® sôattache ¨ respect
environnementale,é) et les recommandations en mati¯re de gouv
conseils pédialisés avocats s

10 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Engagements donnés - Cautions

(en milliers dôeu	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Cautions bancaires accordées aux clients	1.681	1.766

Dans le cadre de contrats de vente internationaux en cours au 31 décembre 2016, la société a produit via ses partenaires bancaires six cautions de restitution dôacomptes et deux garan

Engagements donnée - Nantissements

(en milliers dôeu	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Nantissement de placement de trésorerie	-	-

Riber nôa aucun nantissement au 31 d®cembre 2016.

Engagements donnés - Location simple

(en milliers dôeu	A 1 an	A 2 ans	A 3 ans
Locations immobilières	105	59	61

Les données correspondent à la location de bureaux à Metuchen et à Goleta (Etats-Unis), Shanghai (Chine) et Incheon (Corée du Sud).

Engagements reçus

(en milliers dôeu	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Aides ¨ lôinnovation (su	298	441
Garantie export	34	34

Au 31 décembre 2016, Riber SA bénéficie de subventions publiques dans le cadre de 3 programmes de recherche pluriannuels correspondant au remboursement dôune partie des f

Riber SA a obtenu en 2013 une garantie export de la part de BPI Franc e pour une dur®e de 4 ans et
aux engagements couverts, dans le cadre de son implantation en Corée.

11 PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas dôautre partie li®e que ses dirigeants.

12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la fin du premier semestre 2014, Riber avait ®t® notifi®e dôune dem
cons®cutive au d®part dôun cadre de Direction r®clamant des i
date du 2 juin 2015 du Conseil des Prudôhommes dôArgenteuil, le salari® en qu
prétentions.
Suite ¨ lôappel interjet® par le salari®, la Cour dôAppel a rendu
Conseil des Prud'hommes d'Argenteuil rendu le 2 juin 2015.

En application des normes comptables, aucune provision nôest c

RIBER

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

RSM PARIS

SIEGE SOCIAL : 26 RUE CAMBACÉRÈS - 75008 PARIS
TEL : +33 (0) 1 47 63 67 00 ï FAX : +33 (0) 1 47 63 69 00

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 19 045 000 EUROS ï RCS PARIS B 792 111 783

MAZARS

SIÈGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT ï 92400 COURBEVOIE
TEL : + 33 (0) 1 49 97 60 00 ï FAX: + 33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS ï RCS NANTERRE B 784 824 153

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société RIBER, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou selon d'autres modes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes consolidés. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 3.1 et 3.10 de l'annexe des comptes consolidés, relatives aux hypothèses ayant conduit à l'arrêté des comptes au 31 décembre 2016 et au changement d'estimation relatif aux frais de développement.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme indiqué dans la note 3.6 de l'annexe, la société capitalise les frais de développement selon les critères d'activation.
- Comme indiqué dans les notes 3.7, 3.8, 6.1 et 6.2 de l'annexe, la société procède à une revue annuelle à des tests de dépréciation des goodwill et des immobilisations incorporelles.
- Comme indiqué dans les notes 3.10 et 6.5 de l'annexe, les stocks de matières premières sont déterminée en fonction de leur consommation constatée et de leurs perspectives de consommation futures.
- Les notes 3.17 et 6.10 de l'annexe présentent les modalités de détermination des provisions.

Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables, à vérifier leur correcte application ainsi que les informations fournies dans les notes correspondantes de l'annexe.

- Nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement, leur amortissement et la vérification de leur valeur recouvrable ;
- Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles liées à l'activité de VG Semicon ainsi que les hypothèses retenues, appréciées
- Nous avons examiné les modalités de détermination de la valeur des stocks ;
- Nous avons examiné les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des provisions pour risques et charges.

Nous rappelons toutefois que, ces estimations étant fondées sur des prévisions, présentant par nature un caractère incertain, les réalisations peuvent différer, parfois de manière significative, des prévisions.

Les appréciations ainsi portées ont été réalisées dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes dôexercice professionn
spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 27 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

RSM PARIS	PAUL- EVARISTE VAILLANT
MAZARS	ARIANE MIGNON

RIBER S.A
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 3.400.483,84ú
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

ETATS FINANCIERS SOCIAUX

AU 31 DECEMBRE 2016

Bilan

Bilan Actif

Période du 01/01/16 au 31/12/16

RIBER

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2016	Net (N-1) 31/12/2015
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 481 197	1 406 589	74 608	143 260
Fonds commercial	1 517 674		1 517 674	1 517 674
Autres immobilisations incorporelles	57 506		57 506	57 506
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	**3 056 377**	**1 406 589**	**1 649 788**	**1 718 440**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 353 339		1 353 339	2 204 688
Constructions	5 755 911	3 401 740	2 354 171	3 805 349
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 724 990	6 111 326	1 613 664	2 358 451
Autres immobilisations corporelles	759 165	695 373	63 792	59 716
Immobilisations en cours	2 196		2 196	2 196
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**15 595 600**	**10 208 439**	**5 387 161**	**8 430 400**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participation par M.E				
Autres participations	1 771 491	1 481 702	289 789	219 489
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	321 702	81	321 621	282 650
TOTAL immobilisations financières :	**2 093 194**	**1 481 784**	**611 410**	**502 139**
ACTIF IMMOBILISÉ	**20 745 171**	**13 096 811**	**7 648 359**	**10 650 979**
STOCKS ET EN-COURS				
Stocks de matières premières et approvisionnements	4 545 731	1 916 812	2 628 919	3 469 000
Stocks de produits intermédiaires	1 868 513	1 259 635	608 878	1 611 010
Stocks d'en-cours de production	3 819 739	76 166	3 743 573	1 285 716
Stocks de produits finis	1 009 042	771 334	237 708	390 419
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	**11 243 025**	**4 023 947**	**7 219 078**	**6 756 145**
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	84 958	36 572	48 386	36 169
Créances clients et comptes rattachés	9 250 386	1 606 527	7 643 859	3 935 417
Autres créances	1 321 253		1 321 253	1 263 398
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**10 656 596**	**1 643 098**	**9 013 498**	**5 234 983**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 369 595		2 369 595	355 037
Charges constatées d'avance	182 488		182 488	245 228
TOTAL disponibilités et divers :	**2 552 084**		**2 552 084**	**600 265**
ACTIF CIRCULANT	**24 451 705**	**5 667 045**	**18 784 660**	**12 591 394**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				